

L'intercontinentale de la fin de la fin de l'Histoire et les contours d'un nouvel humanisme antilibéral : Naxal, Cabral, San Cristobal et Népal

Jean-Jacques Ngor Sène, Chatham University, Pittsburgh,

Abstract

This article establishes a historical continuity and a theoretical framework solidly linking the Naxalite Maoist rebellion in India, Amílcar Cabral's political thinking, Zapatismo, the breakthroughs of Maoist fighters in Nepal, and the rebirth of the left in Latin America. The author suggests practical references in order to identify patterns of contemporary militancy that account for the end of the end of history. For all their spectacular impact on the redefinition of modern politics and the direction of world history, sabotaging the penetration of industrial labor in traditional communities, producing semiotic references for a postmodern understanding of "popular sovereignty", and dismissing western democratic liberalism as anti-humanistic may not crystallize into a desirable, consolidated alternative, an intellectual capital plainly able to escort policies of self-fulfillment throughout the Third World in our age.

Résumé

Cet article établit une continuité historique et un cadre théorique pour rendre solidaires la rébellion maoïste Naxal en Inde, la pensée politique d'Amílcar Cabral, le zapatisme, la percée politique des combattants maoïstes au Népal, et le réveil de la Gauche en Amérique Latine. L'auteur propose des références pratiques pour identifier des schémas d'engagement politique contemporains qui s'agrègent pour définir la fin de la fin de l'histoire. Malgré leur impact spectaculaire sur la conception de la politique aujourd'hui et les réflexions sur le sens de l'histoire globale ; saboter la pénétration du salariat industriel dans les communautés traditionnelles, secréter une sémiotique postmoderne du concept de « souveraineté populaire », et condamner le libéralisme démocratique occidental comme phénomène antihumaniste ne suffiront pas à formaliser une alternative attrayante, un capital intellectuel capable d'accompagner valablement des politiques d'épanouissement endogènes à travers le Tiers-Monde.

If the misery of our poor be caused not by the laws of nature, but by our institutions, great is our sin.

Charles Darwin, Voyage of the Beagle.

La condition essentielle, il faut la chercher dans la rectitude ou l'immoralité des desseins idéologiques et politiques. Si les desseins sont corrects tout se met en place. Si les desseins sont tronqués, le sujet perdra tout ce qu'il possédait et maîtrisait naguère.

Mao Tsé-toung, Discours.

At one plane, the criticisms continued to be directed at the hypocrisy, greed and contradictions of the bourgeois life, but less and less at the cognitive categories that sustained and gave meaning to that life and justified the disproportionate power and

privileges of the class being criticized. [...] As a result, what these criticisms offered with one hand, they took away with another. After all moral criticisms of hypocrisy and greed are merely moral criticisms; they can be safely forgotten when the mean but unavoidable principles of realpolitik and economic interests come into play.

Ashis Nandy, *The Savage Freud*.

Le problème des sciences historiques est celui de la conscience individuelle et collective. Comment faire preuve de rationalité quand le sujet est lui-même constamment dans et hors du processus historique ? Les classes sociales antagonistes n'existent que dans la possibilité d'une « conscience sociale » bien définie alors que les classes économiques ; les inégalités qui motivent ces luttes (de classes), existent objectivement, en elles-mêmes. La figure emblématique de la rébellion zapatiste du Chiapas, le sous-commandant Marcos, n'a jamais révélé l'identité véritable qu'il dissimule sous sa cagoule qui est devenue le symbole saugrenu de son leadership charismatique du mouvement insurrectionnel antilibéral. Le gouvernement mexicain affirme cependant qu'il s'agit de Rafael Sebastian GuilléVicente, ancien membre actif du Partido Revolucionario Institucional (PRI) alors qu'il enseignait la philosophie à l'Université Métropolitaine Autonome de Mexico (UAM). En tout état de cause, Marcos a très tôt insisté sur la dimension conscientisatrice de la révolte en martelant que le « zapatisme est plus une question d'idées qu'une question de fusils ».

Naxal, Cabral, San Cristobal et Népal : l'unité thématique dépasse la convenance d'une assonance. On trouvera une logique formelle dans ce qui sous-tend et justifie l'utilisation de la notion de *fin de la fin de l'histoire* pour exprimer l'idée de *refondation* l'histoire contemporaine telle que manifestée en Inde et en Guinée-Bissau à partir des années 1970, et plus récemment dans le sud mexicain et au Népal ; une refondation politique qui a des dimensions transcontinentales. On retrouve dans cette idée là, la nécessité de situer la de la « conscience de classe » qui occupe toujours une fonction importante dans les évolutions politiques intra et interétatiques. Il y a une continuité historique des crispations idéologiques (d'abord à la fin du dix-huitième siècle ; puis à partir du milieu du vingtième siècle) ; surtout dans les sphères atlantiques ; principalement, comme un *affershock* de la dissolution de l'empire britannique -la fin de la *Pax Britannica* et l'apogée progressive de l'empire américain cherchant à se doter d'une nouvelle idéologie (*Novus Ordo Seclorum*). Dans *The Clash of Civilizations and the Remaking of the World Order*, Samuel Huntington rappelle l'aveuglement des grandes puissances à l'inévitabilité de leur déclin. Arnold Toynbee appelle cette myopie politique/idéologique « le mirage d'immortalité ». La certitude subjective d'être auteurs conscients de la fin de l'histoire. A la fin du dix-neuvième siècle, les classes moyennes en Angleterre avaient toutes les bonnes raisons de se féliciter de la fin de l'histoire : commerce intercontinental ; raffinements de la culture ; éducation généralisée ; état permanent et définitif de félicité. L'empire romain, les califes abbassides, les princes Mughal, et l'empire ottoman ont-ils eu leurs temps- entretenus des positions idéologiques similaires (Huntington, 1995). La civilisation occidentale capitaliste est-elle qualitativement différente des civilisations qui l'ont précédée, et celles qui aujourd'hui cohabitent avec elle ? Son expansion continue depuis le milieu du dix-neuvième siècle dans tous les continents en fait-elle une menace ou un catalyseur pour le développement des autres civilisations de la planète ?

Pour mieux comprendre les sociétés contemporaines, il devient toujours plus essentiel de comprendre et situer le phénomène du radicalisme ; qu'il soit de tradition réformiste ou révolutionnaire. Quelles sont les aspirations des mouvements dits radicaux, leurs stratégies et leurs tactiques ; leur impact sur les évolutions identitaires et culturelles ; politiques ? Quels rapports entretiennent ces mouvements entre eux ? Quel sens donner à leurs desseins ?

Hegel et Marx sont incontournables pour continuer les débats sur le sens de l'histoire. Leurs théories respectives, nourries par trois siècles d'histoire et d'historiographie européennes, de la révolution puritaine aux totalitarismes du vingtième siècle, en passant par la révolution française et les systématisations intellectuelles du dix-neuvième siècle, conditionnent l'étude des méthodes par lesquels a) expliquer le monde, puis b) le *changer* et le rendre plus équitable. Pour Marx et pour tout hégélien, le monde de l'expérience empirique est une prise de conscience imparfaite. Le réel est presque une caricature du monde véritable et rationnel ou l'homme se soustrait à la perception de ses propres initiatives. L'histoire n'informe donc pas les sujets de la réalité empirique. Ce qui informe le sens de la totalité du processus, c'est la réflexion critique, philosophique. L'expérience immédiate considère les phénomènes comme la guerre, la pauvreté, les luttes de pouvoir, les conflits de classe, comme des intemporels de l'histoire, au lieu de les (Naxalbari, guérilla anticoloniale en Guinée Bissau, insurrection au Chiapas, fin de la guérilla népalaise) voir comme des subjectivités ponctuelles, sur un chemin pénible : *away from the detreminisms of Nature*.

Les richesses exubérantes des élites politico-commerciales et financières proviennent directement de l'appauvrissement organisé de la grande majorité de la population mondiale. Les formes prédatrices de spéculation sur les flux financiers, les produits de base, la propriété foncière, la monnaie ; le recours systématique aux licenciements massifs² ; les détournements de fonds publics provoquent sans surprises, une opposition de masse avec par exemple, des émeutes de la faim dans plus de 60 pays entre 2007 et 2009. Le radicalisme, qu'il soit d'essence bourgeoise (France et Italie 1950-1968) ou d'extraction paysanne (Naxal, Cabral, Chiapas, Népal) comporte l'apport d'une « nouvelle » dimension dans la modernité : la fin de la fin de l'histoire. La fin de la fin de l'histoire révèle le caractère *visionnaire* radicalisme, celui présentant les contours d'un nouvel humanisme antilibéral fondé sur le désir de créer la « Bonne Société ». L'inspiration première et les méthodes des naxalistes indiens, d'Amilcar Lopes Cabral en Afrique occidentale, du Sous-commandant Marcos dans le sud mexicain, et des idéologues maoïstes du Népal doivent se chercher dans cette image la « Bonne Société » :

*A présent nous nous concentrons sur le mouvement de masse... Nous pouvons maintenant vraiment pratiquer ce que nous avons enseigné. Cela signifie la fusion de la stratégie de Guerre Populaire Prolongée et de la tactique d'insurrection générale. Ce que nous avons fait depuis 2005 est le chemin de préparation pour l'insurrection générale par notre travail dans les zones urbaines et notre participation dans le gouvernement de coalition.*³

Sur les plans de la politique, de la culture, et des identités, l'insurrection de Naxalbari de 1967 et ses excroissances actuelles en Inde ; la guerre anticoloniale telle que pensée par Amilcar Cabral en Guinée Bissau (1965-1973) et son extension, dans un contexte très différent au Burkina Faso (1983-1987) ; l'insurrection indépendantiste de l'Armée Zapatiste de Libération Nationale (EZLN) lancée de San Cristobal de las Casas en Janvier 1994, et les fortunes électorales actuelles des maoïstes au Népal participent, avec des répercussions dans plusieurs autres états « satellites » du phénomène, d'une *intercontinentale de la fin de la fin de l'histoire* : rhétoriques comparables ; Némésis commune (le Grand Capital) ; réseaux globaux solidaires ; idéaux intemporels, universalistes. Le cas de la Guinée Bissau est particulièrement probant. Avec sa fameuse théorie du « suicide de classe » et du socialisme humaniste révolutionnaire, Amilcar Lopes Cabral dépasse en intensité la portée de l'insurrection zapatiste. Il s'agit, avec Cabral, d'une *guerre totale*, de libération nationale, guerre permanente d'émancipation culturelle. Quelques années seulement après sa mort, le droit international viendra confirmer et légitimer ses conclusions. Dans le cadre de la Convention de Genève, le premier Protocole de 1977 sur les Droits à l'Autodétermination maintient que les peuples luttant contre la domination coloniale,

les occupations étrangères et les régimes ségrégationnistes doivent être traités comme forces armées engagées dans des conflits *internationaux* non des « guerres civiles ». La distinction n'est pas une convenance théorique ; elle conditionne, comme dans le cas de la South West African People Organization (SWAPO) de Sam Nujoma en Namibie dans les années 1980, à des applications pratiques foncièrement différentes sur le terrain. Nationalisme d'extrême-gauche et impérialisme, a priori antithétiques ont pourtant fait bon ménage en URSS (1945-1991) : le nationalisme ethnique y a résisté, malgré la lourdeur de la propagande bolchevik, à toutes les tentatives d'annihilation. Partout où ils sont apparus dans les républiques fédérées par l'idéologie communiste (Ukraine, pays du Caucase, Tchétchénie, etc.), les mouvements politiques identitaires ont été réprimés dans le sang par les Soviétiques, malgré un serment anti-impérialiste supposé. Cabral insiste aussi sur le fait que les peuples qui se libèrent de la domination étrangère n'accéderont à l'indépendance politique qu'à la condition *sine qua non* ; faux-fuyants, sans complexes et sans rejeter l'ensemble de l'héritage laissé par l'opresseur et les autres cultures ; qu'en entreprenant de *refonder* l'avenir sur l'appréciation de leurs propres valeurs culturelles, nourrie par l'expérience de la révolte. Cabral se fait l'auteur d'une théorie selon laquelle la révolution doit être *culturelle* pour contrer efficacement les effets néfastes de la domination : ici, la libération nationale est donc aussi, comme aujourd'hui au Chiapas, fondamentalement, une entreprise intellectuelle. En 1966, la révolution Bissau guinéenne en accélération se dit logiquement encouragée par les succès tangibles des années de consolidation du régime Castro à Cuba⁴.

A partir de « l'intercontinentale de la fin de la fin de l'histoire et les contours d'un nouvel humanisme antilibéral : Naxal, Cabral, San Cristobal et Népal », on pourrait faire plus tard des parallélismes avec le concept et la praxis de « souveraineté populaire » dans les idéologies sociopolitiques courantes dans le Brésil de Lula da Silva, le Venezuela d'Hugo Chavez, et la Bolivie d'Evo Morales. L'importance universaliste de la pensée politique – « les armes théoriques » – d'Amilcar Cabral peuvent, plus que jamais, informer les ambitions du mouvement Naxal inspirées par le *maoïsme*. San Cristobal (la « capitale » zapatiste) est au cœur vivant de l'intercontinentale, en crise permanente, tout comme la toute nouvelle république du Népal dont les ex-rebelles maoïstes, après près de 15 ans dans le maquis, apprennent maintenant, douloureusement, à gouverner.

Francis Fukuyama et la nouvelle tectonique du capital intellectuel mondial

Les grandes évolutions idéologiques qui ont secoué le vingtième siècle ont fait l'objet de moult analyses synthétiques mais l'article séminal écrit par le philosophe-historien américain Francis Fukuyama à l'été 1989 a fait le point sur des considérations fondamentales quant à la compréhension de la direction l'expérience historique. Fukuyama rappelle clairement ce qu'il y a lieu de retenir de la pensée de deux philosophes incontournables : Hegel, et puis Marx⁵. Dans la philosophie hégélienne, qui se définit comme la volonté de comprendre la Révolution, on trouve déjà les germes de la notion selon laquelle, « les *formes de conscience sociale* fonctions des réalités politiques changeantes, mouvantes et évolutives »⁶. Le caractère d'universalité est fourni – doit être reconstruit tout au moins – par la personne du chef, à partir de tous les fossiles historiques disponibles si l'on peut dire, y compris, *inter alia*, les visées subjectives de celle ou celui qui occupe le devant de la scène.

Contrairement aux thèses de Fukuyama selon lesquelles il y ait (eu) une *fin de l'histoire* à laquelle nous serions arrivés avec le triomphe du modèle démocratique libéral occidental, il y a, de toute évidence, de multiples objectifs politiques qu'on peut dire *contradictaires* à cette pensée. En effet, la pensée de Fukuyama bute sur les idéaux d'extrême-gauche. Ces idéaux d'extrême-gauche précèdent et prédisent la pensée de Fukuyama et la gardent en ligne de

mire chaque fois qu'elle apparaît puissamment dans le discours de la philosophie de l'histoire (Hegel – 1860 ; Fukuyama – 1990).

En fait, faut-il le rappeler, le modèle de « développement démocratique » libéral n'a aucune ascendance qualitative sur les quatre modèles révolutionnaires qui font l'objet de mon attention dans cet article. On peut dire, pour parler simplement, que le modèle libéral est loin de faire l'unanimité. On a vu, ici et là (Corée du Sud, Indonésie, Japon, Kenya, Malaisie, Seychelles, Singapour, etc.), des états qui ont adopté avec succès le modèle de développement économique et social à l'occidental avec un impact direct, incontestable, et durable sur les niveaux de vie des populations, la réduction des tensions ethnico-claniques, l'élévation du niveau d'éducation, et la garantie des libertés individuelles. Leurs expériences sont autant de satisfecit la validité des *Modernization Theories* sans cesse vantées au Tiers-Monde. Mais, depuis la popularisation des thèses de Fukuyama, la Chine continue pourtant de se défendre d'adopter un modèle de développement à la yankee pour assumer toutes les prérogatives de son hégémonie. La Chine ! Pendant toute la durée de la Seconde guerre mondiale, le pays a dû non seulement lutter contre les armées d'invasion japonaises, mais dénouer les enlèvements de la guerre civile entre le gouvernement nationaliste de Jiang Jieshi (alias Kai-Chek?) et les forces communistes sous l'exorde de Mao Tsé-toung. Les États-Unis d'Amérique supportèrent le gouvernement de Jiang sans complexes, lui fournissant armes, liquidités, et conseillers militaires⁸. Cependant, pendant toute la Seconde guerre mondiale et même dans la période de l'après-guerre de nombreuses langues autorisées au sein du Département d'État américain se délient pour remarquer que le système administratif de Jiang est trop incompetent et trop corrompu pour l'emporter malgré un nombre de combattants double par rapport aux communistes, et trois à quatre fois plus d'armes. L'aide américaine masquait très difficilement l'impopularité intenable du gouvernement. Le scénario précédent s'est répété, jusqu'à la caricature, un demi-siècle plus tard dans le Népal contemporain.

En vérité, on ne peut parler – comme Fukuyama – d'achèvement du processus universel sans postuler, idéologiquement, d'un certain nombre de certitudes plutôt précises sur les conditions idéales que cherchent à mettre en œuvre ; *grosso modo* depuis le milieu du dix-neuvième siècle, les gouvernements des pays d'Europe occidentale, d'Amérique du Nord, de l'Australie, d'Israël, du Japon, des Dragons Asiatiques ; de l'Inde, du Brésil, de la Russie postsoviétique, et de la Chine ; bien que plus récemment – 1987 – pour cette dernière). L'autre alternative, celle que j'appelle ici *la fin de la fin de l'histoire* la formule popularisée par l'insurrection socialisante zapatiste, conclut plutôt que l'histoire n'a pas de sens – précis.

New Dehli, le 9 août 2008. Dans le cadre de la convention nationale sur le « rôle de la Gauche dans le scénario des évolutions politiques en Inde » ; conférence organisée par le *Revolutionary Socialist Party* (RSP) avec à sa tête T.J. Chandrachoodan ; le secrétaire général national du Parti Communiste Indien, tendance marxiste (CPI-M) a déclaré que, de son point de vue, les trois défis majeurs en cette aube du vingt-et-unième siècle étaient :

- l'impact de la globalisation et des politiques néolibérales sur les populations ;
- la collaboration toujours plus active des classes dirigeantes et commerciales avec « les forces impérialistes qui menacent la souveraineté nationale » ;
- et les plans « communautaristes qui menacent la laïcité ».

Le *Communist Party of India* (CPI), par la voix de son dirigeant A.B. Barhan ; présenta aussi une allocution dans la même veine, ainsi que C. Debarajan pour le Forward Bloc – le Bloc Progressiste. Dans les envolées verbales qui sont très prisées dans la culture politique indienne, il était question, de façon récurrente, d'« invasion du pays par les multinationales étrangères avec la complicité active des partis bourgeois » ; du sort qui doit être réservé aux « traîtres à la cause du peuple » et même plus, de l'« exigence impérieuse d'extrémisme » ; du « devoir de violence » qui incombe aux leaders de la gauche pour contrer les desseins du *Congress Party* Manmohan

Singh. Scènes, tirades et paroles d'un autre temps ? Certains voudraient bien le croire. Sans surprise, à ces mêmes conclave, la récente victoire électorale des maoïstes au Népal (2007) fut non seulement évoquée, mais l'objet d'analyses enflammées. Les accords avec les États-Unis de George W. Bush sur le « nucléaire civil » y furent, comme on pouvait s'y attendre, violemment fustigés. Le nœud gordien de ces assises de Delhi peut être situé sur l'opportunité offerte par les célébrations, en grandes pompes, une semaine plus tôt, du 61^e anniversaire de l'indépendance nationale indienne de poser de grandes questions : sur quelles bases, et dans quelles proportions – *Common Minimum Program* – réaliser une large union de la gauche ? Comment réconcilier les réalistes-modérés aux extrémistes Naxalites – ennemis jurés du « compromis avec l'ordre libéral bourgeois corrompu » ?

En Amérique latine, c'est à l'échelle continentale que les *mêmes débats* se posent depuis près de vingt ans. Avec toujours plus d'acuité, une flopée de nouveaux symboles et réalités politiques afférentes se font l'écho du désir de résistance au *Washington Consensus*. On note une volonté de revenir en « arrière » sur les vagues de privatisation jugées excessives, des appels à un plus grand rôle modérateur, nécessaire, indispensable de l'État dans la redistribution sociale des revenus de la croissance. Le besoin de résolution des conflits de classe, le sens profond de la souveraineté nationale, la nécessité de comprendre et bénéficier du jeu des alliances géostratégiques planétaires, et, peut-être au sommet de la pyramide des *desiderata* l'extrême-gauche latino-américaine : définir et mettre en pratique les formes de participation populaire au pouvoir d'État sont autant de phénomènes qui occupent le paysage. Ainsi, le cas de la rébellion séparatiste zapatiste dans le sud du Mexique et les politiques identitaires universalistes qui ont émergé depuis lors avec Lula au Brésil, Chavez au Venezuela et Evo Morales en Bolivie participent directement, activement, solidairement, comme un sous-ensemble de mon groupe théorique : l'intercontinentale de la fin de la fin de l'histoire. Dans la sphère du second sous-ensemble de ce groupe théorique, la révolution inachevée de Cabral en Guinée Bissau apparaît comme un modèle pour orienter le parachèvement de la lutte des Naxalites en Inde et des maoïstes népalais.

En novembre 2009 par exemple, après avoir suffisamment repris en main la situation sociale suite aux manifestations violemment réprimées des mois précédents, Mahmoud Ahmedinjad entreprit un tour du monde pour recoller les amitiés de son pays avec quelques partenaires clés. Sans surprises, après l'Afrique, son calendrier l'emmène au Brésil, au Venezuela, et bien-sûr, en Bolivie. Dans chaque pays, sa visite revêt des objectifs diplomatiques différents. S'il est reçu en grandes pompes et sans embarras à San Paulo, c'est que Lula compte renforcer le rôle (les ambitions) du Brésil comme nouvel acteur décisif dans la diplomatie internationale multilatérale ; rôle dont le pays se targue d'avoir l'insigne vocation : être un pont entre les pays développés et le Tiers-Monde. A Caracas, le leader iranien est moins à l'aise. Pourtant, son hôte Hugo Chávez, comme lui, profère régulièrement des diatribes outrageantes sur ce qu'ils appellent « le monde dominé par l'Amérique » et les autres tenants de la théorie de « la fin de l'histoire ». Chavez est malgré tout trop radioactif. Il fit naguère l'apologie de figures universellement reconnues comme des despotes sanguinaires : Robert Mugabe du Zimbabwe et Idi Amin Dada de l'Ouganda ; et le président iranien n'a pas besoin d'une telle publicité après le scandale des élections contestées. L'Iran ne peut pas s'autoriser non-plus, dans le contexte des négociations internationales tendues sur ses programmes nucléaires civils et militaires, de se voir associé à des positions idéologiques par trop marginales comme celles prônées par Chavez : « [Illich Ramírez Sánchez *alias* Carlos le Chacal] est un combattant révolutionnaire et un compatriote respecté » (Discours. Novembre 2009). L'intercontinentale de la fin de la fin de l'histoire souffre d'un éclatement politique qui rend ses réseaux de solidarité fragiles et aléatoires.

En Afrique, depuis la fin de la Guerre Froide, partout, on gère comme on peut les incertitudes (Gabon, Kenya, Mauritanie, Niger, Nigéria, Sénégal, Tchad, etc.) et les politiques de l'absurde dans des bateaux à la dérive (Cameroun, Côte d'Ivoire, Congo-Brazzaville, Guinée-Bissau, Guinée-Conakry, République Démocratique du Congo, Somalie, Zimbabwe, etc.), si ce n'est la confusion idéologique dilatoire (la Gambie de Yaya Jammeh, la Lybie de Mouammar El-Kadhafi, le Burkina Faso de Blaise Compaoré, le Togo de Faure Gnassingbé, le Gabon de Ali Bongo, le Niger de Mamadou Tanja auquel ont *justement* fin un groupe de militaires patriotes en février 2010, etc.) . Ces incertitudes politiques sont autant d'obstacles aux conditions de restauration d'une conscience historique (pan) africaine révolutionnaire. La pensée politique de Cabral dont l'épicentre est la Guinée-Bissau (devenue depuis lors un quasi narco-état), ses ersatz dans les autres colonies lusophones (surtout au Mozambique), et son épigone burkinabé (Thomas Sankara à la présidence du Faso entre 1983 et 1987) une décennie plus tard font figures d'exceptions.

Plus que jamais, les développements politiques hors normes actuels en Inde, en Afrique noire, au Mexique, et au Népal rappellent que les conditions objectives du « laboratoire de la vie » exigent de plus en plus que les analyses historiques et sociologiques éclairent le grand public sur la nature des forces en œuvre pour limiter ou accroître l'expression de la souveraineté populaire parmi les nations du Tiers-Monde. Séparément, l'Histoire, la Sociologie, ou l'Anthropologie Sociale et Culturelle ne sont pas à la mesure de la tâche. Ensemble cependant, pour ainsi dire, surtout en Afrique noire, en Amérique Latine, et en Asie du Sud Est où les corpus de connaissances en sciences sociales sont sous-développés ; ensemble, tout est possible. L'Histoire se base logiquement sur des perspectives et tendances (*patterns*) appliquées à des théories politiques. La Sociologie quand à elle, opère des généralisations rigoureuses mais, puisqu'elle est encline à voir le groupe politique intrinsèque (partis, mouvements, coalitions, etc.) comme la limite, la norme et le champ exclusifs du changement total ; elle restreint, biaise et déforme l'analyse historique. L'anthropologie sociale et culturelle (Ernest Renan, Pierre Teilhard de Chardin, Claude Lévi-Strauss, Clifford Geertz), et la politologie (Alexis de Tocqueville, Max Weber, Jürgen Habermas) sont certainement indispensables pour comprendre le jeu des alternatives idéologiques de notre ère qui a eu trop tôt fait d'espérer la fin des idéologies.

Où va-ton ? Quel est le sens de l'histoire ? Quelle est la portée des changements contemporains, analysés dans le contexte des études sur la philosophie de l'histoire depuis les années 1780 ? Les situations existentielles dans lesquelles les analystes cherchent des réponses fonctionnelles réservent à l'occasion, des surprises de taille.

Le thème central de la réunion du Parti Communiste Chinois (PCC) du premier semestre 2009 se résumait -qui l'eut cru ? - en ces termes : « démocratie interne ». Les dirigeants suprêmes de la Chine d'aujourd'hui y déclarèrent que «la démocratie interne est le système nerveux du parti», et le gage de sa survie. Les directives qui y furent adoptées spécifient que les instances du parti doivent s'autogouverner avec plus de discipline, plus d'assurance, et le script fut placé dans une perspective historique : « cette question est aujourd'hui plus urgente qu'à n'importe quel stade d'évolution antérieur dans toute l'histoire du parti ». Les partisans de réformes plus audacieuses (élections libres parmi les instances de l'*Establishment*) contrôlent maintenant le calendrier politique. D'une part, la démocratie interne est un moyen d'institutionnaliser les nouvelles directives et règlements qui garantissent la culture de consommation de l'élite politique en République Populaire de Chine ; d'autre part, elle pourrait fournir les bases d'une expérience à la chinoise dans l'histoire universelle de la démocratie. Le succès ou l'échec de ces expérimentations politiques et culturelles aura des implications profondes sur le futur du géant chinois ; et sur le reste du monde accroché au poulx de la Chine dont les universités et instituts d'enseignement supérieur mettent sur le marché de l'emploi quelques 351.000 ingénieurs chaque année. Dans quel but ? Peut-être pour demain, comme l'Amérique depuis 100 ans, utiliser les leviers

d'un capital intellectuel sans précédent pour organiser et maintenir son essor politico-culturel et scientifique. Il est impossible de prévoir quelle(s) direction(s) prendra, chez le géant chinois, le débat sur les sens de l'histoire et son rapport avec les concepts de souveraineté populaire ; et bien-sûr leurs réverbérations sur les aires de l'intercontinentale de la fin de la fin de l'histoire.

Les relents religieux et nationalistes de la fin du vingtième siècle et de ces dix dernières années sont relativement irrationnels parce que basés sur des distinctions arbitraires les choses sacrées et les choses profanes ; dogmes et compromis. Au contraire, l'ambition majeure de l'Etat libéral démocratique est basée sur la viabilité d'un modèle de développement humain de masse, universaliste, sur le rationalisme scientifique. Les institutions qui garantissent la rationalité sont en priorité, à priori, justement, les institutions d'enseignement supérieur.

En Octobre 2005, le *New York Times* et *Fortune Magazine* ont révélé un chiffre que répétèrent bientôt plusieurs membres du gouvernement américain et de nombreux politiciens partout dans le monde : la Chine produit chaque année 600,000 nouveaux ingénieurs ! Les révélations des media citèrent un éventail de récipiendaires du prix Nobel et autres scientifiques, attirant tous l'attention du Congrès américain sur l'érosion des avantages économiques de leur pays, au moment même où les compétiteurs gagnent du terrain. Ce chiffre agit comme une mise en garde pour les USA par rapport à leur statut d'économie la plus puissante au monde et le centre des innovations scientifiques et technologiques. Une étude conduite par une équipe de chercheurs à Duke University (Superviseurs : Vivek Wadwha, ingénieur, entrepreneur et professeur d'engineering ; et Gary Gereffi, Directeur du Centre d'Études sur la Globalisation, la Gouvernance, et la Compétitivité à Duke) a contredit ce chiffre pour le ramener à celui plus crédible de 351.000 [à comparer avec les performances des deux grands rivaux : USA (137.000), Inde (+/- 100.000)]. Les chercheurs de Duke firent quelques découvertes intéressantes sur la sociologie des écoles de formation dans les 3 pays, mais encore, ils identifièrent l'origine du chiffre gonflé de 600.000. En 2005, le gouvernement (les structures du Parti Communiste Chinois) avait décidé qu'il fallait un nombre de 600.000 par an pour maintenir la forte croissance (+/- 10% par an). Afin de répondre à cette requête *administrative* incontournable, les universités gonflèrent les listes avec des noms de tous ceux qui étaient « indirectement » liés la filière Engineering, selon le résultat des enquêtes. Dans les provinces où les nombres étaient beaucoup trop bas, le gouvernement local inclut dans ses rapports les mécaniciens et les ouvriers d'usine comme « ingénieurs ». Cette découverte emmena les chercheurs américains à se poser une question essentielle, culturellement pertinente dans le contexte de la globalisation : « Qu'est-ce qu'un ingénieur » ? Les chercheurs en vinrent à redéfinir la profession de l'ingénierat comme « capacité à traduire en innovations pratiques, un certain savoir technologique, afin de servir l'humanité comme visée finale » ; une phraséologie accidentellement très récurrente du jargon des mouvements d'extrême-gauche ; des termes que l'on pourrait trouver *verbatim* sous la plume de Jean-Paul Sartre ou Frantz Fanon en référence aux desseins ultimes des leaders radicaux du Tiers-Monde.

Quand l'État s'abandonne sa propre autorité sous la pression du marché comme dans le cas des concessions d'exploitation pétrolière, surtout en Afrique ; [ou au contraire prend le risque du néo-socialisme]⁹, les multinationales étrangères sont toujours préparées à assumer, indirectement (corruption) ou frontalement (denses réseaux administratifs qui infiltrent l'appareil d'État) ces fonctions. Ces inféodations sociopolitiques acceptées par des nations entières des corollaires dévastateurs : destruction des syndicats, militarisation des rapports état-société, attisement des conflits ethnico-religieux, tolérance, voire légalisation des abus des droits de l'homme. Les contours d'un nouvel humanisme antilibéral ; notamment dans leur dimension qu'on pourrait appeler avec nos collègues (la préservation de) « l'esprit de Bandung » (solidarités multiformes Afro-asiatiques)¹⁰ seraient cruciales pour rééquilibrer les effets de la libéralisation économique dans ces zones et dans toutes les régions du monde, redistribuer plus équitablement, par exemple, la rente pétro-

lière par des politiques similaires à celles que le Suède poursuit depuis plus de 30 ans (80% de la population active y est syndiquée). Les syndicats y ont le droit statutaire d'élire 2 représentants syndicaux au conseil d'administration de toute entreprise suédoise de plus de 25 employés.

Oui. Il a été dit, écrit et répété à satiété : les plus grands scandales de l'ordre économique mondial installé par les accords de Bretton Woods (1948), renforcé pendant les années 1980 ; « la détérioration des termes de l'échange », l'effet agrandissant des sources d'inégalités, ce sont les secteurs de l'agriculture et l'alimentation. En maintenant sous perfusion l'agro-business parmi leurs administrés, les gouvernements des pays riches permettent, de facto, aux géants de l'agro-alimentaire (Nestlé, par exemple, qui a 42 usines en Afrique Noire : Côte d'Ivoire, Éthiopie, Nigéria, Sénégal, etc.) de contrôler le prix des produits et leurs canaux de distribution ; et de ce fait, tenir le sort des paysans du Tiers-Monde dans la comptabilité qui se fait dans leurs conseils d'administration¹¹. Les USA par exemple, contrôlent 40% du commerce mondial du coton grâce aux subventions quasiment illimitées accordées aux producteurs ; occasionnant sciemment pour les producteurs vulnérables de l'Afrique de l'Ouest (Mali, Burkina Faso, Sénégal) un manque à gagner de US\$ 200 millions par an à l'export. L'Union Européenne donne en moyenne US\$ 900 par vache aux éleveurs comparés aux US \$ 9 par habitant au titre de l'aide publique aux nations africaines.

L'intercontinentale antilibérale apprécie et prend orgueil de la souveraineté nationale de la Chine et de son développement durable fortifié par ses performances économiques. Elle s'en sert – surtout théoriquement – comme un modèle. Qu'il s'agisse de questions politiques (le Tibet, le Soudan, l'Iran) ; économiques (pénétration tous azimuts du marché des matières premières en Afrique) ; militaires (Corée du Nord, Taiwan) ; culturelles (l'accueil des Jeux Olympiques à Beijing en 2008) ; les moindres mouvements de la Chine dérangeant la *Pax Americana* près de plus de 20 ans ; et suscitent l'admiration du Tiers-Monde.

Les pays à économie intermédiaire doivent-ils suivre le modèle déroutant du *laisser-faire* à la chinoise ses corollaires de privations des libertés individuelles ? Quelles régulations imposer aux investisseurs étrangers ? Deux questions qui sont au centre de la *prescription for prosperity* selon les orientations idéologiques des maîtres de Beijing. On remarque pourtant une certaine continuité idéologique entre la Chine capitaliste d'aujourd'hui et la Chine maoïste d'il y a 50 ans : l'administration centrale domine toute l'économie même si les modes d'intervention sont maintenant dits « indirects » ; les entreprises d'état contrôlent le marché même si on y recense de nos jours moins d'employés salariés que dans le secteur privé. Les réserves financières religieusement maintenues par le gouvernement – avantage suprême de la Chine sur les USA, le Japon, le Canada, et le reste du monde – s'ajoutent à des avoirs colossaux dans les places financières internationales. La Chine aurait-elle discrètement, à la barbe de ses objecteurs de conscience domestiques et internationaux, dans les milieux politiques, académiques, syndicaux et dans la conscience politique des classes dirigeantes du Tiers-Monde ; scrupuleusement appliqué le grand principe socialiste de développement autocentré promulgué à Bandung (Indonésie) en 1955 ? Plusieurs constats militent en la faveur d'une réponse par l'affirmative. Le pays n'est pas (totalement) dépendant des mouvements de capitaux internationaux, même s'il reste au premier rang des bénéficiaires d'investissements étrangers directs (plus de US\$ 40 milliards par an) et que le gouvernement tient bien en renes les règles d'entrée des investisseurs sur le territoire national. L'Inde à l'opposé, qui ne recule devant aucune manœuvre de charme pour attirer les investissements étrangers directs, accueille pourtant des montants moindres (estimés à US 18 milliards pour l'année fiscale 2009-2010 selon le ministre indien du commerce Anand Sharma) ; bien en deçà de ses objectifs. Pourtant, le succès économique paradoxal du géant « socialiste » chinois serait illusoire sans l'alliance discrète avec les USA sur le dos de l'URSS depuis la rencontre historique du président américain Richard Nixon avec le Secrétaire Général Mao Tsé-toung à Beijing en 1972. Trois ans à peine après cette visite d'« ouverture bilatérale », les

exportations de la Chine vers l'occident firent un bon de 25%! Néanmoins, la logique d'une économie axée sur l'exportation a inégalement enrichi les zones côtières aux dépens des zones rurales de l'intérieur, surtout dans l'Ouest du pays. Le niveau de vie des classes bénéficiant de la croissance à Beijing, Shanghai, Guangdong, etc. rivalise avec celui des classes moyennes dans les pays riches, alors que dans les zones rurales dépeuplées la précarité persistante, similaire à celle que l'on trouve dans les pays du Quart Monde, fait craindre des émeutes.

En 1980, quand Ronald Reagan entre à la Maison Blanche pour y lancer son programme de destruction systématique des politiques sociales du *New Deal* (1933-1945) de Franklin Delano Roosevelt, la Chine est peut-être formellement une des nations avec le moins d'inégalités sociales (sanctionnées par l'État). De nos jours, selon l'indice de Gini, c'est évidemment tout le contraire¹².

L'ordre économique mondial fragilise les moyens de subsistance des classes laborieuses dans les économies émergentes, intermédiaires et préindustrielles.

L'esprit de Bandung, franchement moribond depuis 30 ans, offre à tous ces pays tels que la Chine, l'Inde, le Brésil, l'Indonésie, l'Iran, l'Afrique du Sud, le Mexique, le Venezuela, etc. une ligne théorique pour collaborer, non pas seulement avec la conscience de leur « intérêt national » étriqué dans la balance ; mais aussi avec l'esprit militant d'œuvrer à ouvrir des espaces durables de renégociation des accords internationaux (ONU, Front Monétaire International, Banque Mondiale, Organisation Mondiale du Commerce, Organisation pour la Coopération Économique et le Développement – OCDE, Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, Traité de Non-prolifération des Armes Nucléaires, le GATT, etc.) tout en sponsorisant la popularisation de méthodes de formation syndicales, intellectuelles, culturelles pour les acteurs sociaux et la société civile.

Sans allusion aux systèmes d'exploitation qui permirent l'accumulation capitaliste et aux idéologies ethnocentristes qui assujettirent des pans entiers de l'humanité, la thèse de Fukuyama peut se résumer comme suit :

*Economic development produces increases in living standards that are universally desirable. The proof of this is simply the way people «vote with their feet». Every year, millions of people in poor, less developed societies seek to move to Western Europe, to the United States, to Japan, or to the other developed countries, because they see that the possibilities for human happiness are much greater in a wealthy society than a poor one.*¹³

Les contours de l'humanisme antilibéral qui nourrit la conscience historique des membres de l'intercontinentale ; les entreprises politiques radicales de ses divers pôles, suggèrent que le problème est mal posé. Il convient que les sciences sociales et les acteurs politiques encouragent la quête suivante : quelles révolutions solidaires pour créer le bonheur *sur place*, sur le lieu de vote ? Quelles révolutions pour que les peuples qui sont l'orbite de Naxal, de Cabral, de San Cristobal, du Népal et de tout le Tiers-Monde votent avec leur tête plutôt qu'avec leur ventre ou avec leurs pieds ?

Les motifs de rupture

L'immense majorité des habitants de la planète habite dans le Tiers-Monde, le « Monde en Développement », – il appartient au lecteur d'adopter l'une ou l'autre formule qui contient chacune ses implications sémiologiques propres. Je parle pour ma part plus volontiers de Tiers-Monde et de Tiers-mondisme.

Le destin économique ; les « performances économiques du Tiers-Monde » sont essentielles à la survie de l'ordre mondial hérité de la fin de la guerre froide. Pourtant, c'est précisément dans ces régions que l'on observe, en partie à cause poids démographique, depuis les années 1900, de fréquentes crises et conflits humanitaires, politiques, religieuses, écologiques. Il semble que les défis du développement, à quelques exceptions notables (Corée

du Sud, Dubaï, Hong Kong, Îles Maurice, Japon, Seychelles, Singapour, Taiwan, etc.) soient insurmontables, ou alors, au moins, peu compris. Ces défis du développement sont nourris à des sources communautaires, nationales et supranationales très complexes qui expliquent les circonstances historiques actuelles : surarmement, course vers l'espace, absence de paix et sécurité, guerres du pétrole, républiques bananières, droit du commerce tronqué, fuite des devises, dette, pauvreté, et rôle ambigu des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC). En parallèle, l'intérêt pour le Tiers-Monde dans les priorités de la communauté internationale (avec, par exemple, l'entrée de pays comme l'Afrique du Sud, le Brésil, le Mexique, la Turquie – et bientôt peut-être, le Nigéria – dans le G20) est souvent tronqué par les besoins objectifs des canaux de relations entre les grandes puissances elles-mêmes.

La structure du système économique mondial contemporain s'est mise en place dans un contexte de colonisation avec des objectifs clairs : approvisionnement en matières premières et produits de la terre bon marché ; et accès à une main-d'œuvre corvéable à peu de frais. A cause de ce qu'il était convenu d'appeler « la détérioration des termes de l'échange » dans les années 1980 (la dépendance exacerbée sur les revenus des exportations), les pays en développement ont eu à faire face à la fluctuation des prix des matières premières et à la baisse des cours de leurs produits. Dans le même temps, les coûts d'importation des éléments « indispensables » au progrès et à la souveraineté (armement ; matériau de support logistique au transport aérien, maritime, fluvial, ferroviaire et routier ; machine-outil ; appareils ménagers, bâtiment ; raffineries ; etc.) n'ont cessé de grimper de façon vertigineuse. L'organisation Mondiale du Commerce (OMC) a été expressément fondée pour standardiser les régulations, et promouvoir les échanges commerciaux, même si ses détracteurs jugent que l'OMC légalise et cautionne le viol du Tiers-Monde et la spoliation de ses ressources en prenant d'assaut toutes les barrières douanières sans concéder en retour, la réforme nécessaire des vieux mécanismes protectionnistes sournoisement entretenus par Washington, Tokyo, Bonn, Rome, Moscou, Paris, Ottawa, et Londres. Pourtant, tous les maux du développement dans le Tiers-Monde ne sont pas le fait de l'héritage colonial et le protectionnisme des riches. Les politiques économiques nées de la décolonisation, quand elles existaient, surtout en matière de commerce et d'industrialisation, ont été prises, au berceau, dans les pièges de la mauvaise gestion et de la corruption (*L'Afrique Noire est mal partie*, René Dumont : 1960). Cette inefficience dans la gestion de leurs économies nationales, c'est « l'ennemi juré » des sycophantes de la croisade pour les réformes néolibérales. L'Etat, presque partout patrimonial, se voit marginalisé par la mise en œuvre des réformes visant la privatisation de larges secteurs de l'économie avec pour conséquences la réduction des investissements dans les secteurs dits « non-productifs » (éducation et santé) et les licenciements massifs dans la Fonction Publique.

A la Conférence de Colombo au Sri Lanka (28 avril – 2 mai 1954) qui réunit cinq premiers ministres (Sri Lanka, Inde, Pakistan, Birmanie et Indonésie), le Premier Ministre indonésien Ali Sastroamidjojo proposa d'en élargir la participation en invitant des représentants des pays nouvellement indépendants, mais surtout, aussi, les représentants des peuples en lutte pour leur indépendance nationale, autant en Asie qu'en Afrique. La Chine fut invitée à la conférence suivante (Bogor, Indonésie ; décembre 1954) avec un statut particulier : République Populaire nouvellement indépendante, plus grand pays d'Extrême-Orient avec une population d'environ 1 milliard d'habitants. La tectonique de la Guerre Froide dicta la prudence dans la définition des buts et objectifs de la conférence. Certains considéraient que l'accession à la souveraineté nationale correspondait clairement au triomphe des idéaux révolutionnaires et le consensus se fit alors sur des objectifs génériques multilatéraux : 1. Exprimer les intérêts communs des nations précédemment ou actuellement sous domination coloniale ; 2. Exprimer la volonté de développer des réseaux d'aide et de coopération mutuelles dans tous les domaines ; et 3. d'établir des instruments de coopération multilatérales entre les nations Afro-asiatiques.

A Bandung, le moment paroxystique du tiers-mondisme global, l'hôte indonésien Sukarno (nom de guerre « Bung Karno », *le combattant de la liberté*), avait une conscience claire des vestiges du colonialisme et des ravages du néo-colonialisme. Le féodalisme, après tout, en Indonésie, régissait le plus clair des relations sociales au delà du cercle restreint des instances dirigeantes. Il se fit le théoricien d'une « révolution non terminée » en parlant de son propre pays, remarquant que la suite de la révolution devait viser à faire reculer définitivement l'oppression, les superstitions, l'inculture, et la pauvreté. La conférence de Bandung de 1955 fut un succès éclatant, inattendu, inespéré. Sukarno et son Premier Ministre en sortent extrêmement forts, politiquement, à l'intérieur comme sur la scène internationale de la Guerre Froide. En militant pour une forme de nationalisme antilibéral solidaire parmi les peuples victimes de la colonisation, la Chine y fait une apparition tonitruante dans l'histoire moderne en pesant fortement sur l'orientation des Accords de Bandung¹⁴, encourageant d'autres, jusqu'en Europe (la Yougoslavie de Josip Broz Tito) à reconsidérer le leadership controversé de l'URSS sur les conditions optimales du « progrès du socialisme international au vingtième siècle », et toujours selon les mots de Sukarno, la création d'« un monde indépendant, libéré de l'exploitation de l'homme par l'homme, prospère et pacifique ». La doctrine de « coexistence pacifique » entre les blocs Est-Ouest et la liberté de choix des « non-alignés » introduit dans la conscience politique du Tiers-Monde un nouvel axiome : la lutte n'est pas entre l'Est et l'Ouest, elle n'est pas entre le Nord et le Sud. La lutte est une lutte sur soi-même et contre soi-même finalement, pour tenter d'enfanter un nouvel humanisme antilibéral et une ère nouvelle. La fin de la fin de l'histoire procure ici bien entendu, un espace mental plutôt qu'un point sur une courbe chronologique. La lutte a pour protagonistes, encore selon le jargon idéologique de Sukarno à consommation locale et internationale, les institutions du Vieux Monde (*oldefo* – les Forces Anciennes Établies) contre les forces de la civilisation socialisante de demain (*nefo*, – les Forces Nouvelles Émergentes)¹⁵.

Dans les années 1970, à la faveur de la guerre froide, l'abondance des pétrodollars sur le marché mondial et les quelques « progrès » dans les performances économiques du Tiers-Monde ont pu faire penser que l'adoption tacite des préceptes néolibéraux avait commencé à sceller la fin l'histoire ; rien n'est moins sûr aujourd'hui.

En octobre 2009, deux organismes des Nations unies ont rapporté que plus d'un milliard de personnes, soit un sixième de l'humanité, auront souffert de sous-alimentation dans l'année. Le nombre d'affamés a grimpé de quelque 100 millions de personnes en un an, le résultat nous dit-on, de la plus sévère crise économique depuis la Grande Dépression.

L'état de l'insécurité alimentaire produit par l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) et le Programme Alimentaire Mondial (PAM), explique que l'augmentation notable de la faim dans le monde n'est pas le résultat de mauvaises récoltes ni de désastres naturels. Il provient de l'inflation sur les prix des produits du panier de la ménagère, de la hausse du chômage et de la baisse des salaires, causés par des décisions *identifiables*, si l'on peut dire, maintenues et défendues par les organisations internationales telles que la Banque Mondiale, le Front Monétaire International (FMI), le G20, l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) l'OCDE, les multinationales de l'agro-alimentaire et par une grande majorité des dirigeants du Tiers-Monde eux-mêmes, y compris, peut-être à contrecœur, les plus progressistes et les plus populaires.

Le rapport indique que la hausse marquée de la sous-alimentation représente une intensification d'une tendance à long terme, avec une augmentation nette et constante depuis le début des années 1990 :

*Même avant les crises alimentaire et économique qui se sont succédé, le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde a augmenté lentement, mais constamment.*¹⁶

La majeure partie de l'augmentation de la sous-alimentation a pris place dans les régions les plus pauvres du monde (l'Asie, l'Afrique subsaharienne, l'Amérique latine et les Caraïbes ainsi que le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord), touchant fortement les membres de notre intercontinentale. Les pays pauvres ont été touchés par une série de problèmes, notamment un manque d'aide et d'investissements étrangers, une baisse des salaires et une multiplication des licenciements, une réduction mondiale sans précédent des transferts de fonds des émigrants vers des parents demeurés sur place, et des prix systématiquement élevés pour la nourriture.

Les plus démunis souffrent toujours des effets de la spéculation (2006 à 2008) sur les denrées qui a fait grimper les prix de produits de base tels que le riz, le blé et le maïs hors de la portée de centaines de millions de personnes. Même si les prix ont quelque peu reculé avec les mesures de relance de 2009, ils demeurent en moyenne 17% plus élevés qu'en 2005.

Les prix élevés de la nourriture ne causent pas seulement la faim. Selon le rapport, la difficulté à se procurer de la nourriture force des familles à adopter plusieurs « mécanismes d'adaptation », dont « le remplacement d'aliments nutritifs par des aliments moins nutritifs, la vente des moyens de production », et « le renoncement aux soins de santé ou à l'éducation ». Ces mécanismes d'adaptation produisent aussi, selon la thèse de Jean Ziegler, une forme de honte sociologique globale qui est typique de la fin de l'histoire dans son acception postmoderne¹⁷

Le chômage en hausse dans les économies avancées a affecté, de manière disproportionnée, certaines couches de la population comme les jeunes, les travailleurs non-qualifiés et, bien entendu, les immigrants. Les immigrants, en réduisant leurs rémittences, aggravent involontairement la crise de la faim dans les pays plus pauvres dont ils sont ressortissants.

Les transferts de fonds comptent pour plus de 6% du produit intérieur brut (PIB) dans la plupart des pays en développement selon l'*État de l'insécurité alimentaire*. Pour certains pays, la statistique est beaucoup plus élevée. Au Tadjikistan, les transferts de fonds comptent pour 46% du PIB ; au Honduras et au Liban, pour environ 25%. Environ le cinquième de tous les ménages en Albanie, aux Philippines, au Salvador et en Haïti dépend des rémittences pour leur subsistance.

Dans les pays d'Asie du Sud, les transferts de fonds comptent pour bien plus que la moitié de toutes les entrées de capitaux étrangers. De manière surprenante, cela est particulièrement vrai pour l'Inde – qui est pourtant vue comme ayant un rôle de premier plan dans la nouvelle économie mondiale – où les transferts de fonds comptent pour plus de 3/4 de toutes les entrées d'argent, éclipsant les investissements étrangers directs.

Ces perturbations provoquent des réactions anticapitalistes, antilibérales. Que dire, dans un tel contexte de la conviction puriste développée par Amilcar Cabral au début des années 1970 que ce n'est pas la lutte des classes qui est le moteur de l'histoire, mais plutôt les modes de production spécifiques à telle ou telle société ? En opérant une harmonisation forcée des modes de production selon des principes mercantilistes, le libéralisme nie aux peuples de l'intercontinentale, aux peuples du Tiers-Monde, la liberté de l'éducation et la possibilité d'exercer un pouvoir réel sur leur environnement social, culturel, et politique. C'est le message central du *Manifeste du parti communiste* dont le titre fait peur aujourd'hui de montrer que dans l'évolution des sociétés humaines, le capitalisme représente une étape arrogante, mais pas définitive de systématisation de certains modes de production et de concentration des richesses. Le nouvel humanisme aux contours imprécis que proposent Naxal, Cabral, les zapatistes et les maoïstes antimonarchistes népalais est un modèle de société internationaliste préposé à la satisfaction équitable du « désir de reconnaissance » du plus grand nombre plutôt qu'à la maximisation des profits entrepreneuriaux. La pertinence de la pensée politique de Cabral dans la définition d'un nouvel humanisme dans l'histoire moderne, doit être située dans la volonté de créer une réalité structurelle à démocratiser tôt que d'espérer une génération spontanée de structures progressistes quand les forces du marché sont effectivement mises sous contrôle. C'est l'horizon théorique le plus pur, visuellement et méthodologiquement.

La logique synthétique qui prévaut dans les structures dirigeantes de l'intercontinentale cache à peine un idéal néo-socialiste postmoderne présentant des variations significatives. Hésitant ou décevant au Brésil ; armé, militant, périphérique et marginalisé en Inde et au Mexique ; étouffé avant d'avoir éclos dans toutes ses potentialités en Afrique occidentale (Guinée Bissau et Burkina Faso) ; cet idéal néo-socialiste postmoderne bute sur la capacité de définir le processus historique qu'il promeut avec des paramètres transnationaux ; et la capacité de les traduire en mesures opérationnelles viables, rentables. Ainsi, l'intercontinentale de la fin de la fin de l'histoire est essentiellement, un néo-socialisme d'intention ; un nouvel humanisme antilibéral en devenir. Cependant, une victoire qui se dessine toujours plus clairement est le retour paradoxal, surtout à la faveur des mesures prises pour endiguer les effets de la crise financière mondiale de 2008, du capitalisme d'état, le rejet des principes dé-régulatrices, et un durcissement certain de la main de l'état. Mis à part l'Inde, les nouveaux centres d'accumulation de richesse dans l'ancienne périphérie de l'ordre économique international comme la Chine, les pays du Golf, la Russie, le Venezuela ne sont pas des modèles de démocratie au sens de la transparence consensuelle des systèmes électoraux. Le capitalisme d'état est donc un fait marquant de la fin de la fin de l'histoire. Il avait imprégné le développement économique de nations asiatiques comme la Corée du Sud, Taiwan, et Singapour pendant la Guerre Froide, et est érigé, peut-être plus que partout ailleurs dans le monde en doctrine de gouvernance et de politique étrangère en Malaisie depuis plus d'une décennie¹⁸.

Naxal, violence, identités et le sens de l'histoire

La nation indienne dont ont pu dire qu'elle offre l'insigne exemple d'un « nationalisme sans nation »¹⁹ fourmille en idéologies de gauche mal comprises, très présentes, mais finalement mal intégrées dans l'exercice du pouvoir exécutif tant au niveau des Etats qu'au niveau fédéral. Le poids démographique, bien que mitigé par les bonnes performances économiques explique à bien des égards ce qui fait le lit de l'extrême-gauche dans le pays. La population a quasiment triplé, passant de 361 millions en 1951 à 1,28 milliards en 2001. Selon les chiffres du recensement de 2001, 35% de la population a entre 0 et quatorze ans ; 8% a plus de 60 ans, avec une population active de 57% (15-59 ans). Respectivement, 16% de citoyens sont rangés parmi les " *Scheduled Casts* " et 8% parmi les " *Scheduled Tribes* " (comprendre " les basses castes ") ; les communautés historiquement opprimées et victimes de discrimination. Le pays profite de taux de croissance parmi les 10 les plus élevés au monde. Le PIB est passé de 20.7 à 32.5 billions de Roupies entre 2001-2 et 2005-6. Dans le même temps, à la faveur de la Révolution Verte des années 1970, l'agriculture indienne a quadruplé ses rendements. Le nombre des habitants vivant en deçà du seuil de pauvreté a presque été réduit de moitié (+/- 55.5% en 1973-4 ; +/- 36% en 1993-4 ; aujourd'hui estimé à 22%). La libéralisation progressive de l'économie à partir de 1970 a eu un effet positif sur la stabilité politique et les performances économiques.

Comment assurer dans le contexte contemporain, pour les pays souverains du Tiers-Monde, un essor politico-économique durable ; un " Grand Bond en Avant " ou un " *Nouveau Grand Bond en Avant* " ? Dans les années 1966-68, la révolution culturelle bat son plein en Chine sous la houlette du Secrétaire-Général du Parti, Mao Tsé-toung, et, malgré une opposition jamais totalement neutralisée (ex : Deng Xiaoping entre 1966 et 1973), le combat pour la pureté révolutionnaire et le musellement des " nouveaux mandarins pro-capitalistes " continuera jusqu'à sa mort en septembre 1976. Issu de la tradition de la Révolution Culturelle chinoise, le modèle du " soulèvement populaire " rationnel promulgué couramment au Népal (Octobre 2009) pour réclamer la fin définitive des " privilèges féodaux " et les mainmises impérialistes sur certains secteurs de l'économie a toujours fait des émules dans le monde entier. Le voisin taciturne de la Chine, l'Inde, n'est pas en reste. Les ingrédients d'une nouvelle prise de conscience de l'exploitation des masses paysannes par les féodalités multiséculaires fermentaient depuis la période

du *British Raj* (domination coloniale anglaise *formellement* établie sur les territoires de l'Inde, du Pakistan et du Bangladesh entre 1858 et 1947) avec des soulèvements sporadiques dans lesquels les mêmes causes produisirent les mêmes effets à travers tous les districts du sous-continent. Petits et grands soubresauts de l'histoire, de la fin de l'histoire, et de la fin de la fin de l'histoire. L'année 1966 marque un tournant dans l'histoire politique de l'Inde. Cette rupture s'inscrit précisément dans la plus large histoire de la contestation de l'ordre capitaliste international et de l'histoire des controverses idéologiques relatives au statut de l'État. Ces controverses, – de nombreuses études – dont certaines ne sont pas toujours bien connues²⁰ – l'ont montré, occasionnent la naissance et fournissent un élan idéologique à de larges formations politiques surtout dans les milieux étudiants. Ici et là, dans tous les continents (Argentine, France, Mexique, Sénégal, USA, Viet Nam, Yougoslavie par exemples), on assiste à des expérimentations de la pratique révolutionnaire marxisante, émancipée du modèle soviétique tel qu'il se déployait alors sur la scène internationale. En Inde, le *Congress Party*, bien que miné par la corruption, dominait les urnes depuis les années 1950 mais fait les frais de ce rééquilibrage idéologique. Pour la première fois depuis 1951, un espace de changement réel se fait jour. La ligne politique du Parti Communiste Indien (CPI) ne satisfait plus les strates de l'intelligentsia qui se veulent plus militantes, ni les paysans surexploités par le servage qui, eux-aussi aspirent à des changements radicaux et en entrevoyent vaguement, pour ne pas dire en toisent, la réelle possibilité. Le CPI est taxé par ses nouveaux détracteurs d'être un " parti de collaboration avec l'ordre bourgeois ". Les nouveaux leaders de l'extrême gauche posent des questions directes, impérieuses, à leurs militants et à l'électorat : Quelle révolution pour la nation indienne ? La fédération indienne remplit-elle sa vocation unificatrice ? Quel est le profil sociologique ; quelles sont les classes sociales structurelles de la nation ? En quoi la nation indienne, sur le plan du matérialisme dialectique/scientifique diffère-t-elle de l'URSS et de la Chine ? Une analyse liminaire de la courbe d'évolution du mouvement Naxal permet d'exhumer certaines des réponses qui ont été fournies à ces questions.

La violence est le trait dominant des interactions Naxal-État. Né d'une révolte paysanne à Naxalbari dans le district de Darjeeling au Bengale occidental, le mouvement reçut la bénédiction de la grande majorité des dirigeants des sections étatiques du parti communiste. L'exploitation politique de la révolte à Naxalbari fournit l'élan qui permit la création de la *All India Coordination Committee of Revolutionaries* – AICCR, le Comité National Indien de la Coordination [des programmes] Révolutionnaires. Depuis 1967 cependant, une situation de guerre larvée de faible intensité, syntagmatique de la guérilla qu'a connue la Guinée Bissau à la même époque dérange les espoirs de sédimentation du statu quo libéral qui a créé une classe moyenne et commence à pénétrer valablement les milieux ruraux paupérisés.

Depuis la fin septembre 2001, fatalement, toutes les disciplines des sciences humaines et sociales marquent un intérêt accru pour les mouvements politiques radicaux, notamment ceux dits " terroristes " qui établissent des réseaux et sympathies autour d'eux à travers les frontières nationales. Le mouvement maoïste Naxal, ce grand inconnu de la tectonique politique de l'Inde, fait, de prime abord, figure de radicalisme nostalgique, anachronique, dépassé. Dans les poches de l'échiquier politique où il est représenté, le mouvement ne fait pourtant pas toujours preuve de constance idéologique et tactique dans ses ambitions politiques. On peut se poser la question de savoir, même si ça reste une question marginale, s'il y a ou non, une certaine pureté idéologique dans l'évolution du mouvement ; en d'autres termes est-ce qu'il représente un modèle valable de logique et de constance dans la formulation d'une conscience de classe anticapitaliste. Jouant l'irréductibilité dans les campagnes et la conciliation dans les centres urbains ; tantôt révolutionnaire, tantôt politicien, le mouvement Naxal défie les tentations de caricature. Malgré tout, Naxal demeure, avec l'EZLN, parmi les membres de l'intercontinentale et ses satellites, l'illustration par excellence de l'obsolescence de la théorie hégélienne/fukuyamaïenne de la fin de l'histoire. Le mouvement Naxal confirme la permanence des structures qui maintiennent les principes de

la révolution socialiste intemporelle : la fin de la fin de l'histoire au sein de l'actualité politique. Quand les déséquilibres de pouvoir et d'accès aux richesses d'essence féodale dominent les modes de relations sociales, la légitimité des mouvements insurrectionnels socialisants s'en trouve renforcée. La révolte incarne le désir même de justice et de rééquilibrage ; seule réponse totalement populaire (ex : le Chili de Salvador Allende au début des années 1970). Depuis l'avènement de la révolution française, toutes les grandes révolutions ont réclamé la fin des humiliations imposées sur une portion de la population ; souvent, en présentant ces humiliations comme un affront à tout le genre humain. Les révolutions " antiféodales " semblent être universalistes par nature, plus que par choix. Dans les années 1960, l'âge d'or de la révolution postmoderne, on voit, pour la première fois une vaste alliance intercontinentale stratégique conséquente, quoi qu'éphémère, entre les élites intellectuelles, les ouvriers et les paysans pauvres, autant au cœur des démocraties occidentales que dans les pays d'Amérique latine et les nations nouvellement indépendantes d'Afrique et d'Asie. L'impérialisme, dans sa forme la plus brutale, est à l'agonie pendant la décennie 1960-70, et les classes réactionnaires répressives, prédatrices, qui lui sont alliées dans le monde non-occidental se rendent à l'évidence : l'étau de la conscientisation des masses, de la désaliénation, se resserre sur elles.

Après les attentats terroristes de Mumbai (New Delhi) en fin novembre 2008, le gouvernement fédéral indien accéléra radicalement ses plans de mise en place du *Crime and Criminal Tracking Network System* (CCTNS) pour optimiser la recherche, la collecte, l'analyse et le partage de données entre les différents postes de police dans les districts secondaires, et le relais des informations sensibles vers les stations de polices centrales. Les militants Naxal font depuis, encore plus, les frais de l'angoisse sécuritaire. Dans l'Etat de Chattisgarh, riche en ressources minières (diamant, or, fer, charbon, bauxite, etc.) et forestières, la guérilla Naxal a développé une stratégie d'intimidation et de harcèlement permanent sur des cibles particulières : forces de police, fonctionnaires, et citoyens ordinaires qui ont des sympathies pour l'ordre républicain. Les bilans de la police de Chhattisgarh ont avancé le chiffre de 235 morts dans leurs rangs et parmi les civils entre janvier et novembre 2009... A la mi-juillet 2009, la presse indienne se fit largement l'écho d'une descente spectaculaire d'un petit détachement Naxal dans une fête organisée par une unité de police. Les militants maoïstes exécutèrent sommairement sur place 29 éléments des forces de l'ordre. Telle est l'expression quotidienne d'un conflit larvé, d'une révolution en couveuse qui constitue jusqu'à la caricature, la ligne de front de la guerre antilibérale qui se livre depuis un demi-siècle à partir des ressorts de l'intercontinentale de la fin de la fin de l'histoire.

Pour l'observateur indien non-affilié à ses arcanes protéiformes, le mouvement maoïste Naxal demeure un scandale politique insolvable. Dans " Utopian and Dystopian Elements in the Maoist Vision of the Future "21, tout en critiquant sévèrement les penseurs occidentaux comme J. L. Talmon, Norman Cohn, Daniel Bell, et tous ceux qui ont prématurément célébré « la fin des idéologies », Maurice Meisner conclut néanmoins que le Maoïsme est en dernière analyse une doctrine nihiliste. Le mouvement Naxal aurait donc absorbé de son ascendant chinois ce penchant originel. Il n'a pas d'ambitions structurelles réalistes. Le rejet total de la féodalité et de l'ordre capitaliste n'est pas contrasté par une alternative crédible, réactualisée. Paradoxalement, au-delà du terrain encombré de la rhétorique, le mouvement Naxal n'offre pas jusqu'ici une vision utopique d'un futur radieux en construction. En Inde, les préceptes cardinaux du Maoïsme classique que prônent obstinément les Naxalistes depuis plus de 40 ans, à savoir le bannissement du hiatus entre la valeur du travail intellectuel et la valeur du travail manuel ; le rejet du traitement préférentiel des villes par rapport aux campagnes par les acteurs du jeu politique ; la reconnaissance des masses paysannes comme moteur de tout projet révolutionnaire contrairement au prolétariat urbain jugé parasite ; la condamnation des propensions bourgeoises de l'Etat; et l'éducation idéologique de masse par l'action militante restent des formules doctrinaires qui cachent mal la dé crédibilisation progressive de l'insurrection. Les rangs des insurgés sont

aujourd'hui estimés entre 10 et 12,000 combattants répartis principalement dans les états de la ceinture centrale du sous-continent : le Maharastra (qui abrite la capitale Mumbai), l'Andhra Pradesh, le Chhattisgarh, l'Orissa, le Jharkhand, et le Bihâr qui est adossé à la frontière Sud du Népal). Poursuivant aveuglément ses tactiques de guérilla de harcèlement, les unités Naxalistes pratiquent aussi, parmi les populations au nom desquelles elles luttent, extorsions et rapines, exécutions sommaires et chantages électoraux. Depuis les années 1970 et jusqu'à une période récente, surtout dans les milieux étudiants et par extension dans certaines franges politisées de la classe moyenne urbanisée, les Naxalistes avaient joui d'une réputation à la Che Guevara : révolutionnaires altruistes intelligents, solidaires des masses exploitées, préparant le « Grand Soir ». Le leader charismatique et parrain du mouvement dans ses premiers pas, Charu Majumdar (1818-1972) lui-même originaire de l'état du West Bengal où la rébellion est née, marqua des points impressionnants entre 1967 et 1972 dans sa propagande anti-bourgeoise, anti-establishment, pour l'éveil idéologique de la jeunesse, et une éthique politique égalitariste. On retrouve dans les positions de l'époque le nihilisme antibureaucratique obsessionnel typique du Maoïsme. Cette neurasthénie de la violence compensatrice qui « vaincra le mal de l'exploitation » trouve d'ailleurs une critique franche et frontale, dans les propres rangs de l'insurrection :

...an idea was propagated that in our country we need not wait long in cities as in China. We can establish red terror in cities as well. For this purpose, annihilation of the class enemy and the state machinery through guerilla methods was necessary immediately. All things were done in the name of the new national and international situation [...]. Sentimental students were used to perform democratic and socialist revolutions simultaneously. Such activities as burning educational institutions, libraries, laboratories and destroying the educational system were prescribed.²²

Qu'en est-il de la préparation à l'exercice du pouvoir ? Aujourd'hui encore, l'impasse politique qui caractérise les desseins maoïstes peut difficilement se poser en alternative à la démocratie parlementaire indienne florissante. Même si elle peine visiblement encore à le faire de façon décisive et irréversible, l'administration centrale (notamment avec l'impulsion de la confiance des électeurs exprimée lors des élections générales de la mi-2009) devrait vaincre Naxal à l'usure, par la systématisation de méthodes de " contre terrorisme " mieux pensées et généreusement financées.

Dans les « zones libérées », les rebelles armés créent des gouvernements parallèles ou des « assemblées populaires souveraines » (*gram sabhas*) et des tribunaux paysans passent en jugement les partisans de la réaction. Les choix politiques du mouvement comme la tendance marquée au boycott des consultations électorales sont de moins en moins populaires et finissent pas être imposés par la force aux populations prises dans l'étau. Les politiciens modérés du Communist Party of India – Marxist (CPI-M) alias CPM qui, en 2008 ont défendu sur l'échiquier nationale la stratégie du Troisième Front (Third Front – paquet de politiques économiques et sociales centristes respectueusement distantes de celles du *Bharatiya Janata Party* – BJP ; Parti du Peuple Indien – des nationalistes hindous et du Congress Party) sont dénoncés par les puristes de la guérilla comme des " opportunistes " et des " traîtres ", prêts à entériner la persistance des schémas sociaux hérités de la féodalité pro-capitaliste. Des voix plus neutres, aux États-Unis par exemple leur font des critiques similaires, même si évidemment la tonalité de la rhétorique en est ici plus courtoise :

India's Communist Party [...] campaigns not for economic growth to benefit the very poor but rather to maintain the relatively privileged conditions of unionized workers and party apparatchiks. In fact, India's left-wing is largely opposed to the policies that have finally reduced mass poverty. In all this ideological and political posturing, the interests of the 800 million Indians who earn less than two dollars a day often fall through the cracks.²³

Depuis quelques années, le recul palpable de la popularité du mouvement Naxal suggère que ses dirigeants s'accrochent largement à des valeurs révolutionnaires anachroniques qui ne correspondent plus au pragmatisme des " masses ". Alors, le mouvement Naxal en cette fin de la fin de l'histoire ; intégrité morale ou cécité idéologique ? La révolution, pour être nationaliste, doit s'articuler sur des aspirations objectives, vérifiables. C'est le cas au Népal où les maoïstes se sont faits les porte-drapeaux du désir authentifié de changement qui couvait parmi la majorité de la population depuis plusieurs décennies. Traditionnellement, le Marxisme-léninisme s'est décliné partout dans le monde comme une analyse fonctionnelle des rapports de classe à l'échelle nationale tels que conditionnés par les réalités géopolitiques internationales afin d'en dériver des recettes théoriques qui aident à comprendre et/ou provoquer les grands changements. Rien n'a changé – ou presque. Les mêmes prismes doivent logiquement être mis à contribution pour aborder les questions attenantes aux réalités de la fin de la fin de l'histoire. Le renoncement au communisme est-il complet et définitif au Viêt-Nam ? Pourquoi la gauche a-t-elle perdu le pouvoir au Chili au début de l'année 2010 ? Depuis près de 15 ans, l'émergence de l'Inde au rang de puissance économique, diplomatique, politico-militaire semble rendre toujours plus obsolètes les projections doctrinales de Naxal alors même que la morale du maître du marché cherche à supplanter l'idéalisme révolutionnaire :

Azim Premji, a technology multibillionaire, has said he will leave the bulk of his fortune in a foundation, much as Bill Gates has. Anil Aggarwal, another self-made billionaire, has announced plans to donate \$1 billion toward setting up a new private university in Orissa, one of India's poorest regions. Private and nonprofit groups are getting involved in health care and education, taking on functions that should be the responsibility of the state. By some measures, more than 25 percent of schools and 80 percent of the health system in India now lie outside the state sector. The software firm Infosys Technologies has started its own corporate foundation to provide rural areas with hospitals, orphanages, classrooms, and schoolbooks.²⁴

La révolution que propose le mouvement Naxal rejette la démocratie parlementaire et suggère de la supplanter par une démocratie populaire car ses idéologues estiment que, dans la configuration actuelle, ce sont quelques puissances d'argent non représentatives qui prennent unilatéralement les décisions qui affectent le destin de la nation et celui des masses défavorisées.

En ce début du vingt-et-unième siècle, le naxalisme indien, et le zapatisme mexicain recouvrent, malgré des contextes radicalement différents, certaines similarités qui les font apparaître à la face du monde comme des mythes en crise. Les objectifs stratégiques visant à saboter la pénétration du salariat industriel dans les zones rurales, ainsi que toutes les autres luttes qui sont inspirées par le désir de conquérir le sens de l'histoire ne semblent pas empêcher la marginalisation continue de ces mouvements d'extrême-gauche dans la course pour le contrôle effectif du pouvoir politique. En Inde, l'option idéologique de la " guerre totale " héritée de la Chine des années 1940 est en décalage avec l'ébullition démocratique et économique du pays. Dans la Chine d'alors, après la scission avec le Kouo-Min-Tang, le Parti Communiste chinois se trouvait de facto à la tête d'une véritable armée et conçut assez naturellement sa stratégie de la conquête du pouvoir comme une campagne militaire. Le recours à la guérilla tenait alors purement du fait que cette stratégie assurait un degré d'efficacité maximale contre l'ennemi. Finalement, tout semble indiquer que, exactement comme à la période de sa fondation en 1964, le Parti Communiste Indien de tendance Marxiste-Léniniste qui est la vitrine légale de Naxal cherchait à créer plutôt que de copier une théorie révolutionnaire (venue de Chine) par rapport au jeu des influences géostratégiques globales, tout en étant incapable de constater de constater son apparente incapacité à jamais réussir cette œuvre de création. La praxis naxaliste n'est vraisem-

blement pas guidée par les résultats de réflexions actualisées sur le rôle de la violence dans la propagation d'objectifs politiques dans le contexte d'un état de droit en pleine croissance ; et de l'évaluation des pratiques qui ont fait – ou non – leurs preuves dans la création de réseaux de solidarité avec/entre les communautés opprimées. A l'occasion des cérémonies grandioses pour marquer le sixième anniversaire de la révolution du 1^{er} Octobre 1949, le Bureau National de la Statistique produisit des chiffres selon lesquels le revenu moyen des familles chinoises en milieu urbain avait été multiplié par 20 depuis l'avènement de Mao Tsé-toung. La nouveauté et la richesse intellectuelle des slogans maoïstes du milieu du siècle dernier se sont progressivement mutées en slogans de richesses. Comme pour entériner la fin de la fin de l'histoire (euro centrée), la Chine et l'Inde retrouvent aujourd'hui, après deux siècles d'errements économiques, le statut enviable d'être les lieux d'où sont générés plus du tiers des biens et services de la planète. On peut s'attendre à ce que ces nations, en leur centre comme à leurs périphéries, produisent aussi des dynamiques visant à réintroduire une certaine présence de leur vision du monde dans l'histoire universelle. Selon les chiffres de la Banque Mondiale, 135 millions d'individus se sont hissés au delà du seuil de pauvreté entre 1999 et 2004 dans le monde. Bien évidemment, la grande majorité de ces rescapés de la reféodalisation du monde (" le Consensus de Washington ") sont des citoyens chinois et indiens.

Au Mexique, là où la fin de la fin de la l'histoire a été " théorisée " dans l'action militante, mais surtout en Afrique subsaharienne la majorité des citoyens restent au contraire jusqu'ici criblés par le poids de la mauvaise gouvernance et un isolement certain par rapport à la jouissance de l'explosion de la production de richesses qui découle de la globalisation.

Cabral : le manuel intemporel de la révolution totale

Cabral, Secrétaire-Général du légendaire *Partido Africano da Independência da Guiné e Cabo Verde* PAIGC (Parti Africain pour l'Indépendance de la Guinée et du Cap-Vert), fut assassiné le 20 janvier 1973 à Conakry (Guinée dirigée par Ahmed Sékou Touré) par un traître, Innocenta Camida, ayant infiltré la rébellion et le cercle intime du chef comme agent des colonialistes portugais 3 ans auparavant. Cabral reste -avec Frantz Fanon (dont la base était l'Algérie engagée dans une lutte de libération frontale avec la puissance militaire française)- le théoricien qui a le mieux articulé et incarné les valeurs, et expliqué les méthodes optimales de la révolution africaine totale en y joignant une dévotion entière à la lutte armée. Il se présente dans le cycle de la fin de la fin de l'Histoire, avant l'implosion du bloc de l'Est, comme un " dogmatique réaliste " qui sait le besoin de la théorie, tout en comprenant qu'il n'y aura jamais de recettes toutes faites pour la construire. A plusieurs égards, Cabral produit progressivement, dès le début des années 1950 (c'est-à-dire quarante ans avant la fin de l'histoire version Francis Fukuyama), le substrat humaniste de la rébellion zapatiste qui a nommément annoncé la fin de la fin de l'histoire ; notamment quand il instruit les cadres du PAIGC sur l'antimilitarisme et les questions afférentes de conscience politique : " Nous sommes des militants armés, et non des militaristes " un positionnement moral qui est finalement repris littéralement par le Sous-commandant Marcos quand il dit du zapatisme qu'il se réclame d'idées avant de se réclamer de fusils. Cabral proclame aussi le caractère identitaire de la fin de la fin de l'histoire au nom de peuples martyrisés par le colonialisme et le capitalisme.

Quand il meurt en 1973, rien qu'en Afrique Noire, les guérillas indépendantistes en Angola, au Mozambique, au Zimbabwe, en Namibie, et en Afrique du Sud ségrégationniste font des avancées très perceptibles dans leur combats contre le triumvirat de Marcello Caetano (chef du gouvernement portugais de 1968 à 1974), Ian Smith (Premier Ministre de la colonie autogouvernée de la Rhodésie du Sud de 1964 à 1965 ; et premier chef d'état de la Rhodésie ségrégationniste indépendante de 1965 à 1979) ; et de Balthazar Vorster (premier ministre puis président de l'Afrique du Sud entre les années 1966 et 1979) soutenu à bras-le-corps par les

pays occidentaux. Ainsi, l'assassinat de Cabral continue une longue tradition d'élimination des agents de la fin de la fin de l'histoire par les agents de l'impérialisme occidental hâtifs de célébrer l'occurrence d'une impossible fin de l'histoire. Symboliquement, autant que sur le plan empirique, Cabral rejoint paradoxalement la notion hégélienne de " lutte pour la reconnaissance " (de soi) et le combat pour la formation d'une identité satisfaisante pour l'Homme Total. Selon Hegel, la liberté humaine naît et se développe dans le principe directeur de dépassement des besoins naturels pour se projeter dans la satisfaction de besoins plus nobles, plus élevés, plus élusifs, plus *radicaux*, serions-nous tentés de penser. Cabral réalise finalement l'installation dans l'histoire de l'Afrique et du monde, l'application politique de la philosophie hégélienne sur la nature de l'histoire et le triomphe de *thymos* (Fukuyama 1992 : xvi-xvii), le principe du désir de plénitude individuelle. Ce faisant, il met à jour la contradiction fondamentale du système capitaliste mondial qui exprime l'idéologie libérale universaliste prétendant consacrer l'éclosion optimale d'une l'humanité librement assumée par un citoyen émancipé, capable de maîtriser les courbes d'évolution de sa propre conscience sociale. La pensée politique de Cabral, chronologiquement calée entre Hegel et Fukuyama, est le produit d'une époque où il s'agit de faire avancer la critique de la fin de l'histoire par les armes; en s'émancipant – aussi – des institutions occidentales d'extrême-gauche a priori sympathiques de la crise existentielle de l'homme non-européen du vingtième siècle opprimé par les forces du marché. Les principes originaux de la fin de la fin de l'histoire conçus par Cabral peuvent résumer le programme virtuel de notre intercontinentale : retour aux sources ; suicide de classe (renoncement volontaire aux privilèges néocoloniaux de la petite bourgeoisie autochtone exploiteuse) ; élaboration d'une théorie révolutionnaire applicable à des projets sociopolitiques, économiques et culturels précis ; dessin soigneux de la topologie ethno-philosophique du peuple ; élévation des particularismes de l'insurrection contre des forces exploiteuses au rang de principes politiques universels. Contemporain des premières évolutions du mouvement Naxal à une époque où celui-ci est pratiquement inconnu dans la politologie internationale ; annonciateur de l'insurrection altermondialiste des zapatistes mexicains par son imaginaire de la rupture radicale ; et théoricien iconoclaste de la guerre du peuple similaire à celle qu'on conduite avec succès les maoïstes népalais ; Cabral a précocement démontré que le processus de l'Histoire universelle, loin de s'arrêter triomphalement avec l'ascendance du libéralisme, multiplie au contraire les raisons objectives de créer des situations transnationales révolutionnaires pour faire essuyer des défaites militaires aux féodalités capitalistes traditionnelles et réinventer l'avenir. L'Etat bourgeois moderne, selon la pensée marxiste, est toujours générateur d'instruments de subjugation des aspirations des classes laborieuses. Si Amílcar Lopes Cabral n'est marxiste que par le style pour ainsi dire, c'est que la pensée marxiste-léniniste n'a pas de valeur structurelle dans sa démarche et son héritage. En cherchant à installer en Guinée Bissau et dans l'archipel du Cap Vert une nouvelle impulsion historique basée sur la capacité de saccager, en vérité, les ressorts capitalistes de l'exploitation, d'amorcer dans ces sociétés la fin de la fin de l'histoire, l'expérimentation politique de Cabral dépasse en modernité, en pragmatisme, et en sophistication rationaliste toutes les aventures néo-socialistes qui ont germé sur le continent, se rapprochant plus des modèles probants d'émancipation nationale élaborés en Asie :

In short, [...] the PAIGC and FRELIMO emerged at independence as toughened, effective and self-confident political machines with a clear sense of political identity, realistic ambitions and considerable political experience. As such, the PAIGC and FRELIMO had more in common with the Vietminh or the CCP (China) than with TANU (Tanzania), KANU (Kenya), the CCP (Ghana), the PDCI (Ivory Coast) or even the PDG (Guinée). [...] The party's legitimacy depended on what it did, rather than what it promised to do.²⁵

Si le langage des architectes de la Commune de Paris (1871) (cette république ouvrière éphémère) et les vitupérations idéologiques d'extrême-gauche du temps de la Guerre Froide sont apparemment désuets, il n'en demeure pas moins que l'apport de Cabral dans les corpus de philosophie politique et les théories identitaires se situent exactement à l'opposé de la notion fukuyamaïenne du Dernier Homme – *The End of History and the Last Man*. Cabral est a contrario, le mécène d'un Nouvel Homme, politiquement savant et idéologiquement intègre (comme le Colonel Thomas Sankara qui présida aux destinées du Burkina Faso entre 1983 et 1987), capable de vaincre les phénomènes d'opportunisme personnel qui ont beaucoup contribué jusqu'ici à sceller le sort du Tiers-Monde :

Ainsi, le retour aux sources n'a pas d'importance historique s'il ne se fonde pas sur un engagement véritable dans la lutte pour l'indépendance, mais aussi une identification sans réserves, absolue avec les aspirations des masses qui contestent non seulement la culture étrangère, mais le principe même de toute domination étrangère. Autrement, le retour aux sources n'est rien d'autre –consciemment ou inconsciemment- qu'une tentative de trouver des avantages à court terme ; une espèce d'opportunisme politique.²⁶

Les ambitions démocratiques de Cabral sont essentielles à la circonscription d'un espace dans lequel constituer un héritage solidaire pour une intercontinentale de la fin de la fin de l'histoire qui promeut un humanisme antilibéral. A partir de 1964 déjà, juste après le Congrès historique du PAIGC à Cassacá, quand l'issue victorieuse de la lutte anticoloniale devient palpable, il impulse des changements qui révèlent une inversion progressive des priorités : les exigences de la mobilisation politique commencent alors à laisser la place aux questions économiques et sociales, et le parti amorce une modernisation radicale pour se muer effectivement en force de gouvernement néo-socialiste, abordant de front la question du tribalisme et les dangers de la sédition dans les structures internes. Le Congrès de Cassacá, dans notre perspective humaniste antilibérale est un moment de consécration, en Afrique de l'Ouest, du pouvoir mystifiant de l'histoire dans la même veine que le début de l'insurrection de Naxalbari en 1967. Les succès enregistrés par le PAIGC dans la conscientisation des masses paysannes en Guinée Bissau (et au Cap Vert) et la formation politique des cadres du parti, dans les circonstances extrêmes où ils ont eu lieu, témoignent d'une capacité de dépassement, d'une éthique révolutionnaire, de dilige- gence et de consistance idéologique que peu de nations africaines n'ont jamais su émuler :

Portuguese colonial rule had done virtually nothing to educate Guineans. For all practical purposes, therefore the PAIGC started its education programme from scratch. At the Cassacá Congress the party determined to provide at least basic general primary education in the liberated areas. According to the party, the decision was rapidly implemented thereafter and it is reported that as early as 1964-65 there were 4,000 students in 50 schools. [...] Even a cursory glance at the curriculum shows quite clearly that there was little political indoctrination.²⁷

Dans l'exercice du nationalisme moderne, Cabral est, sans aucun parallèle en Afrique Noire, l'épitomé de la pratique révolutionnaire émancipée des pièges doctrinaires ; et sur le plan international il réussit avant sa mort, la prouesse de mettre le futur État guinéen sur une trajectoire non-alignée qui fut maintenue sans difficulté jusqu'à la fin de la guerre froide. A la différence que celle-ci s'est élaborée hors d'un contexte de guérilla indépendantiste, et à une période où l'URSS n'avait plus les moyens de sa propagande active pour contrer les vellétés impérialistes de l'occident, la révolution sankariste avortée au Burkina Faso reprend les paradigmes moraux de la révolution totale de Cabral que l'on retrouve peu ou prou dans tous les territoires de l'inter- continentale et leurs satellites institutionnels : " démocratie " populaire ; guerre du peuple contre

les oligarchies financières ; invitation de l'intelligentsia occidentalisee au suicide de classe ; humanisme universaliste. L'instabilité chronique qui a marqué l'histoire politique de la Guinée Bissau depuis les années 1990 montre que les acquis durables du processus en question sont aujourd'hui négligeables.

Gouvernements populaires asymétriques : Le mythe en crise de San Cristobal et les intrigues de la fin de la fin de l'Histoire au Katmandou.

Les zapatistes sont par essence à la périphérie de la nation alors que les maoïstes népalais se sont largement arrogé le contrôle de l'administration centrale nationale. Mis à part le très bref interlude de 1959-60, le Népal, petit pays de 147.000 Km² calé entre le géant chinois au nord-est et le sous-continent indien au sud qui vit son indépendance reconnue par le Royaume Uni en 1923, un quart de siècle avant l'Inde est régi par une monarchie héréditaire pendant la quasi-totalité de son histoire nationale, des années 1760 à nos jours. Avant la déposition récente du roi Gyanendra Bir Bikram Shah Dev par l'Assemblée Constituante (Mai 2008), le pays était de facto une monarchie hindoue, vu que près de 90% de la population sont adeptes de cette religion. Aujourd'hui, la croisade victorieuse de la fin de la fin de l'Histoire y est conduite par le Secrétaire Général du Parti Communiste Népalais – maoïste (NCP – M), Pushpa Kamal Dahal qui préfère être reconnu sous son nom de guerre [Camarade] *Prachandra* car, dit-il, son nom à l'état civil est par trop évocateur du *bahunbad* (le brahmanisme féodal). Prachandra a politiquement tué le dernier roi du Népal en gagnant la *jama yuddah* (guerre du peuple) pour installer ce même peuple au pouvoir dans le cadre d'une république populaire, fédérale, égalitariste. Au dernier trimestre de 2001, plus de 24.000 personnes avaient perdu la vie du fait de l'escalade des attaques des maoïstes sur les infrastructures et les officiels de l'Etat, surtout dans les districts de l'ouest (Gorkha, Jajarkot, Salyan, Rolpa, et Rukum) où la poigne de l'administration centrale était beaucoup moins forte. Les accords de cessez-le-feu de novembre 2006 avaient par la suite, inéluctablement balisé le chemin de l'entrée au gouvernement du CPN en janvier 2007.

La déclaration de la fin de la fin de l'histoire qui ébranla les certitudes de l'administration libérale au Mexique fut lancée par le Sous-commandant Marcos le 1er janvier 1994. La " guerre du peuple " qui a eu raison de la monarchie népalaise fut lancée deux ans plus tard, le 13 février 1996. L'essor du libéralisme en Europe (thatchérisme) et en Amérique du nord (sous les gouvernements Reagan-Bush) dans les années 1980 avait balisé le chemin pour la signature des dispositions de libre échange sous la houlette du *North American Free Trade Agreement* (NAFTA). Les contrecoups de ces accords ont été particulièrement dévastateurs pour les paysans indigènes, notamment dans l'Etat du Chiapas au sud du Mexique, provoquant l'éclosion de l'Armée Zapatiste de Libération Nationale mondialement connue sous son sigle espagnol – *Ejército Zapatista de Liberación Nacional* – EZLN. Malgré son caractère fondamentalement local, sous régional, la rébellion zapatiste apparaît comme l'expression la mieux définie du " manifeste de l'internationale antilibérale ". L'importance de l'insurrection dont certains des symboles de mobilisation se trouvent dans la ville de San Cristobal de las Casas réside dans le fait qu'elle contribue à l'histoire globale un modèle d'hégémonie culturelle paradoxal dans lequel des revendications identitaires circonscrites à un territoire particulier ont généré des créneaux durables de contestations politiques internationales contre l'air du temps. La posture confiante des élites dirigeantes sous le régime de Carlos Salinas de (1988-1994) visant à libéraliser l'économie mexicaine pour attirer les capitaux étrangers se trouvait instantanément menacée d'invalidation. Le gouvernement de Vicente Fox (2000-2006) adoptera une attitude en théorie moins intransigeante avec les paysans insurgés. Pourtant la modernisation/dérégulation de l'économie mexicaine et le " progrès national " avaient été précisément envisagés comme devant annihiler toutes les velléités de replis identitaire basés sur l'ethnie, la race, l'origine régionale, ou les

affiliations politiques ; notamment dans les milieux où les risques d'auto-aliénation étaient perçus comme plus accrus, c'est-à-dire parmi les communautés indigènes :

In the " Quixotic search for the modernity promised by Western civilization ", Salinas' rhetoric attempted to highlight the " modern " and adaptive qualities of the " new " Mexico, in time effectively silencing those in places seen as unmodern and uncivilized.²⁸

De l'année de sa fondation en 1929 jusqu'à son éviction du pouvoir en 2000, le *Partido Revolucionario Institucional* (Parti Révolutionnaire Institutionnel – PRI) avait dominé le contrôle de l'appareil d'état au Mexique avec son idéologie nationaliste, centriste, social-démocrate. Partiellement comme une conséquence de la crise pétrolière des années 1970, le parti perdit régulièrement de sa popularité et de sa représentativité du fait de son incapacité à satisfaire les attentes historiques relatives à la qualité des services sociaux. Au milieu des années 1970 déjà, les paysans du Chiapas avaient pris leurs distances du PRI en fondant le *Congreso Nacional Indígena* – CNI – (Congrès National Indigène) et en radicalisant leurs revendications. Ils avaient alors soumis des doléances réclamant le droit à l'auto-détermination. La constitution mexicaine de 1917 avait tracé résolument les voies d'un corporatisme d'Etat prenant en compte les aspirations des ouvriers et des paysans dans les plans de développement. Le corollaire culturel de cette idéologie nationaliste inclusive était donc la glorification du métissage (*mestizaje*) sous l'ingénierie d'un Etat central s'assurant comme vecteur de l'intégration entre les traditions occidentales (d'origine espagnole) et les identités indigènes (historiquement marginalisées) ; et comme arbitre des conflits de classe. En mutant sa doctrine de gouvernance d'un " nationalisme révolutionnaire " vers un " nationalisme libéral ", le PRI et les (nouvelles) élites technocrates qui prirent les rennes du pouvoir à la fin des années 1980 introduisirent, du fait même de la tectonique de l'accumulation capitaliste, des tensions, désillusions, et heurts dans la conduite des programmes de développement économique. Trois-quarts de siècle de corporatisme d'Etat et de social-démocratie avait créé une forte culture du développement autocentré dans les communautés paysannes du Mexique. L'article 27 de la constitution de 1917, portant sur la réforme agraire avait redistribué la terre aux paysans qui la cultivent en réaction aux nationalisations et aux expropriations qui avaient marqué la présidence (1871-1911) du général-dictateur José de la Cruz Porfirio Diaz avant qu'il ne fut défait par la révolution mexicaine. Depuis une vingtaine d'année, encouragés au début par les incitations fiscales des gouvernements Salinas et son successeur Ernesto Zedillo Ponce de Leon (1994-2000), au Chiapas, le défrichage des terres par les *rancheros*, les prospections pétrolières, et les structures d'exploitations forestières ont accru la pression sur le territoire et ont logiquement poussé les paysans pauvres à la remobilisation politique. La rébellion zapatiste est strictement une réponse à la mécanique de la fin de l'histoire. La politique du président Salinas peut se résumer à trois axes symptomatiques du libéralisme triomphant : rupture du contrat social ; courtiser les investisseurs en acceptant l'érosion des mesures protectionnistes ; affaiblir toutes les formes d'opposition politique frontales. Pour ce dernier point par exemple, l'instrumentalisation et le sponsoring de *caciques*, individus d'origines indigènes achetés par le gouvernement fédéral pour saboter les organisations de base de l'intérieur, sont bien connues. Dans une logique contradictoire, l'insurrection de San Cristobal s'appliqua à redéfinir le sens pratique des éléments de la devise nationale : souveraineté, justice, et liberté. Là où l'esthétique narrative de la libéralisation avait bénéficié du financement des multinationales, des gouvernements occidentaux et de la complicité des media pro-capitalistes pour présenter le concept d'un " changement dans la continuité ", l'EZLN développa une savante utilisation des media occidentaux pour dénoncer le subterfuge. Les droits constitutionnels des classes laborieuses et des populations indigènes pouvaient être soumis à une érosion certaine si l'enjeu était la survie même de la nation mexicaine et son intégration dans la communauté (économique) globalisée.

En fait, le désir d'unification nationale, de stabilité, qui répond aux attentes des investisseurs, crée la tentation de forcer des politiques d'homogénéisation artificielle d'une réalité nationale plurielle en termes de relations de classe, ethnicité, expériences de participation politique, visions du monde. La répression des sous-nationalismes d'extrême-gauche correspond presque toujours à une ambition discursive de présenter la nation comme homogène et résolue dans sa marche vers le progrès économique et social. Dans la réalité, au Mexique comme au Népal, les forces antilibérales dénoncent au contraire une marginalisation extrême des minorités ethniques et culturelles. A l'opposé de l'insurrection maoïste népalaise (*Peoples Liberation Army – PLA*) que l'on soupçonnait en 2006-2007 d'être le groupe paramilitaire le plus important du monde avec 15 à 20,000 guérilleros. L'EZLN à une conscience claire qu'il ne peut infliger une défaite militaire à l'armée mexicaine. La rébellion zapatiste est didactique et internationaliste tandis que le maoïsme népalais est essentiellement politicien et nationaliste. Ce que les symboles politiques de San Cristobal ambitionnent, c'est de décrédibiliser la posture d'autosatisfaction des élites mexicaines et de forcer l'acceptation de réformes. Dès 1996 en effet, on enregistre l'effusion de groupes de solidarité et d'assistance aux zapatistes dans des latitudes aussi diverses que les USA, l'Argentine, l'Espagne, l'Italie, l'Angleterre, la Suisse, la France et le Royaume Uni. Dans l'acte fondateur, la " Déclaration de la Selva Lacandon " du 1^{er} janvier 1994, la stratégie de pression politique du Conseil Général de l'EZLN visant à imposer une nouvelle morale constitutionnelle ponctuelle à la nation mexicaine n'en contient pas moins des références transhistoriques empruntées à l'amont de la courbe d'évolution des droits de l'homme dans le monde :

...notre dernier espoir, après avoir épuisé tous les recours pour appliquer la légalité qui émane de notre Magna Carta est de forcer l'application de l'article 39 de notre Constitution [nationale] qui stipule que " La souveraineté nationale est incarnée par le peuple. Tout pouvoir public émane du peuple et est au service du peuple. Le peuple détient en permanence, le droit inaliénable d'altérer ou de modifier la forme de gouvernement en exercice.²⁹

Les Zapatistes manipulent comme à l'accoutumée des symboles politico-culturels forts. Pour attaquer les méfaits idéologiques de la globalisation, lors de la Première Rencontre des Communautés Zapatistes avec les Peuples du Monde en territoire libéré de Oventik en janvier 2007 (célébrations du 13e anniversaire du début de l'insurrection), le sous-commandant Marcos, bien que non-originaire des communautés indigènes, s'adressa à la foule en... Tzotzil. Les maoïstes du Népal eux, ne font pas dans la propagande culturaliste pour la consommation internationale. Le plus grand épanchement internationaliste des ex-rebelles (CPN-M) est peut-être leur implication dans la création du Comité de Coordination des Partis et Organisations Maoïstes d'Asie du Sud (CCOMPOSA) pour permettre des transferts (minimaux) de stratégies révolutionnaires mais cette organisation a toujours été moribonde (Vanaik, fév. 2008 : 56). Le maoïsme au Népal est fondamentalement un mouvement qui a absorbé, plus qu'il n'a jamais projeté des valeurs universelles. Il est d'envergure intra-national et cette réalité tient aussi du fait que le pays n'a bénéficié que d'une intégration marginale dans les structures administratives idoines des anciennes colonies de l'empire britannique durant toute son histoire.

Si en l'espace de cinq courtes années, la nation népalaise de 27 millions d'habitants a célébré une spectaculaire fin de la fin de l'histoire en métamorphosant la dernière monarchie hindoue du monde vieille de deux siècles et demi en une république " populaire ", fédérale, démocratique et séculaire dont l'Assemblée Constituante est sous l'emprise des ex-rebelles maoïstes qui détiennent quelques 220 sièges sur les 601 que comptent l'organe législatif ; le phénomène zapatiste, de la même manière a indirectement participé à précipiter la chute du PRI au Mexique (après trois-quarts de siècle de consolidation d'oligarchies clientélistes, affairistes, expertes en fraudes électorales) avec l'élection de Vicente Fox en juillet 2000. Les crispations

identitaires parmi les Mayas se posent comme une réponse idéologique au développement des identités supranationales qui émergent avec les réarrangements économiques ultralibéraux (exemple : les desseins politiques des *Caciques*, indigènes coptés pour démolir la mobilisation politique des communautés traditionnelles, ou les *Coletos*, les communautés conservatrices de *rancheros*, exploitants agricoles dont les intérêts culturels et financiers sont aux antipodes de ceux des zapatistes). A l'inverse des institutions du capitalisme international qui deviennent toujours plus " invisibles " (au sens keynésien) grâce à la multiplicité de leurs réseaux protéiformes et leurs aspirations diffuses, l'EZLN s'évertue à formuler et introduire des griefs et revendications foncièrement spécifiques et opérationnelles. La série de " déclarations de la jungle Lacandon " qui sont comme les stations intermédiaires de l'itinéraire politique des zapatistes depuis 1994, fournit la topographie stratégique du mouvement. La Première s'annonça comme la " déclaration de guerre " au gouvernement mexicain ; la seconde lança un " appel à la solidarité active (indispensable) de la société civile ; la troisième est un plaidoyer pour la " création d'un mouvement de libération nationale ; la quatrième produisit l'acte fondateur du Front Zapatiste de Libération Nationale (FZLN) ; la cinquième conçut le front national pour la " marginalisation des politiques gouvernementales " ; la sixième de juin 2006 insista, entre autres orientations, sur le renforcement de l'" autonomie de gestion dans les municipalités zapatistes " ; et la " Otra Campaña " – " l'Autre Campagne " – qui la suivit lança une vaste opération de recueil et d'analyse des " aspirations profondes du peuple mexicain pour les apprécier à leur juste valeur. Les Zapatistes y désavouent la gauche mexicaine légaliste et y disent " Non aux tentatives de résoudre les problèmes de [la] Nation par le haut ", mais exigent plutôt une construction " par le bas et pour le bas ". Somme toute, les plateformes zapatistes culminent sur la définition d'un nouvel humanisme antilibéral visant à la conservation des modes de vie communautaristes ; les dogmes et rituels des spiritualités ancestrales. Au Mexique comme au Népal, comme ce fut le cas pendant la guerre froide en Guinée-Bissau et comme s'en targuent les Naxalistes indiens, les contours de la fin de la fin de l'histoire apparaissent comme l'affirmation d'une appropriation explicite de la globalisation avec comme axes principaux une réclamation de droits universels à conquérir par la voie politique militante, révolutionnaire ; et la préservation des particularismes culturels, dont le droit au contrôle des modes de production et de consommation des ressources économiques.

Au Chiapas, en février 1995, au moment où les prospections avaient conclu avec certitude à la présence d'immenses gisements de pétrole dans le sous-sol de la jungle Lacandon, les comités des femmes organisèrent plusieurs marches pour la paix après que des éléments de l'armée mexicaine envahirent des campements zapatistes. Elles arboraient des couronnes de fleurs et brûlaient de l'encens durant leurs processions, donnant un caractère sacralisé à leur rejet de l'interdiction faite aux femmes de militer dans les structures politiques de base (Nash août 2001). Un article du *Monde Diplomatique* d'octobre 2009 titrait : " Passés de mode, les zapatistes... " comme pour prendre la mesure d'un certain essoufflement du mouvement surtout après le psychodrame de l'élection contestée de Felipe Calderon par son rival Lopes Obrador qui a laissé l'opinion publique mexicaine désabusée quant à l'espoir de voir les machines électorales de tous bords canaliser des politiques efficaces de changement réel des conditions de vie de la majorité des citoyens. D'un autre point de vue, le poids économique écrasant de l'Asie et les appréhensions liées à son influence sur les grands changements géostratégiques en devenir, occasionnent certainement une obsession plus forte des analystes pour le développement des " idéologies hégémoniques universalistes " (Wallerstein 1983) qui continuent de s'y déployer. La médiatisation à outrance de la figure du leader et porte-parole des zapatistes, le sous-commandant Marcos (alias " Insurgé Marcos " ou " Délégué Zéro " dans le cadre de l'Autre Campagne), bien que celui-ci ne l'ait ni souhaitée ni encouragée, a pu également introduire dans l'engouement académique des premières heures pour l'histoire du mouvement les caractères d'un phénomène de mode passager.

Au Népal, les facteurs qui sont le plus fréquemment cités pour expliquer la percée politique de l'ex rébellion maoïste entre 1990 et 2006 sont les mêmes que ceux qui minent le paysage politique mexicain : corruption endémique au sein de l'appareil d'état, pauvreté, exclusion, racisme, chômage. Cependant, fideles aux dogmes marxistes-léninistes, les communistes népalais exprimaient depuis toujours un objectif stratégique fondamentalement plus radical : renverser la monarchie et le faux parlementarisme des partis par une révolution armée pour le remplacer par un nouveau système dit de " nouvelle démocratie populaire ". Ainsi, on note que si les revendications zapatistes portent sur des thématiques " conciliatoires " par rapport au peuple, les maoïstes népalais, chaque fois que la balance des forces a fortement changé en leur faveur (août-novembre 2001 ; août 2003 ; avril 2006 pour la capitulation du roi ; septembre-décembre 2007 ; mai 2009 par exemples) ont eu tendance à créer des cadres/espaces de confrontation décisive avec les autorités gouvernementales de la monarchie constitutionnelle qu'ils combattaient : conférence nationale, gouvernement de transition, assemblée constituante, limogeages, lancement de la " réforme du Secteur Sécurité ", " démocratisation de l'armée ", démissions pour créer des crises de gouvernance dont le peuple serait témoin-arbitre. Les rebelles maoïstes ont établi leur stratégie de conquête du pouvoir en radicalisant leur discours de sorte à le situer à gauche de la gauche par rapport aux partis communistes " collaborationnistes " qui avaient la sympathie d'une grande partie de l'électorat. Après la restauration de la démocratie en 1990, les maoïstes ont aussi, mieux que tout autre courant politique, réussi à proposer des aménagements structurels convaincants pour l'épanouissement de la diversité ethnico-religieuse dans le cadre de la décentralisation et du fédéralisme. Cependant, la victoire des maoïstes dans leur ambition de provoquer un changement radical dans l'organisation politique de leur pays n'allait pas leur offrir des avantages électoraux à la mesure de leurs " mérites " dans la nouvelle assemblée constituante, car leur percée n'a pas éliminé les reflexes réactionnaires des partis qui participaient aux rouages de la monarchie constitutionnelle :

In the transition from being an armed revolutionary 'outsider' to working within the established Nepali state framework, the Maoists have discovered grave unanticipated dilemmas caused not just by their own mistakes and arrogance, but by the duplicity and machinations of various forces opposed to them.³⁰

Bien que le royaume du Népal fût formé à la fin du dix-huitième siècle, c'est au milieu du dix-neuvième siècle que les iniquités claniques et religieuses furent institutionnalisées et restèrent en vigueur jusqu'à nos jours malgré l'abolition légale de la discrimination de caste en 1963. Les disparités ont favorisé le grossissement de la base de support populaire dont a bénéficié le Parti Communiste Népalais – Maoïste qui prit l'option, à la grande surprise de beaucoup d'observateurs, de lancer la rébellion armée au début des années 1990 (pendant que Francis Fukuyama concoctait sa théorie de " la fin de l'histoire ") avec l'Armée de Libération du Peuple (PLA). Même si l'option de la lutte armée avait l'allure d'un choix anachronique, elle procédait d'une lecture juste des sentiments et convictions de l'électorat quand à la nature de la monarchie, notamment de la dictature du roi Gyanendra dont l'armée sera généreusement financée par New Delhi et Washington entre 2001 et 2005, au prétexte de la lutte contre le terrorisme. Au contraire de l'EZLN qui a une base régionale et utilise la capitale San Cristobal comme une rampe de lancement pour ses campagnes de sensibilisation, les maoïstes avaient conclu dès le milieu de la décennie passée à une occupation transversale du territoire en contrôlant l'immense majorité des zones rurales, en établissant des comités opérationnels dans la quasi totalité des 75 districts administratifs; développant une véritable structure de gouvernement avec un directoire national de 7 membres, un bureau politique de 15 membres, et un Comité Central de 40 membres qui encadrait les 5 bureaux régionaux de l'Est, du Centre, de l'Ouest,

de Katmandou, et de l'Étranger (Vanaik, fév. 2008 : 62). La pression de la rébellion est le facteur principal qui a changé le destin politique du Népal. Même si, au finish, il a fallu au courant de l'année 2005, l'émergence d'une large coalition de syndicats d'enseignants et autres professions libérales, de l'intelligentsia, des organismes de la société civile dans le cadre du Mouvement des Citoyens pour la Démocratie et la Paix ; la mise sur pied de l' " Alliance des Sept Partis " (Seven-Party Alliance ou SPA) ; et les efforts de médiation tardifs de la communauté internationale, les maoïstes peuvent légitimement se targuer d'être les grands tombeurs du système monarchique conservateur. Les maoïstes népalais, depuis 2006 semblent peu à l'aise dans les giron du pouvoir car les incertitudes se multiplient dans l'horizon politique national. La démission du camarade maoïste Prachandra (" Le Féroce ") de son poste de Premier Ministre en mai 2010 après seulement huit mois de gouvernance, suite au barrage du président l'empêchant de relever le chef d'état major de ses fonctions participe de la stratégie de maintenir l'image de héros révolutionnaire refusant le compromis avec les réactionnaires qui naguère travaillaient pour le compte du roi déchu. Les maoïstes s'appliquent à mériter la confiance des électeurs qui leur ont donné une majorité relative aux élections de 2008. L'échéance du 28 mai 2010 est celle de tous les défis : l'ex Armée Royale Népalaise (NRA) avec un effectif qui dépasse 90,000 membres et l'ex Armée de Libération du peuple (PLA) dont les effectifs atteignent près de 20,000 âmes doivent être entièrement fusionnées avant ce terme et la nouvelle constitution promulguée. Est-ce possible ? Dans l'intérim, des forces des Nations Unies régissent les jeunes guérilleros maoïstes " désœuvrés " dans des camps spéciaux en préparation de leur conscription officielle. La bureaucratie onusienne a établi des critères de maintien des individus sur les listes des membres de la guérilla qui sont en droit de rejoindre les rangs de l'armée nationale. En février 2010, plus de 4000 d'entre eux furent, *contre leur gré* et malgré les protestations véhémentes des leaders maoïstes membres de l'Assemblée Constituante, démobilisés et renvoyés à la vie civile avec des promesses de mesures de réinsertion dans le futur. De toute évidence, les maoïstes ne rechigneront pas devant la possibilité, demain, de se prévaloir de la disponibilité de militants armés pour mener des batailles politiques au nom du " *gans, bas, kapas* pour le peuple " (du pain, un abri, et des vêtements). En faisant son discours d'adieu à une cohorte de jeunes guérilleros démobilisés d'un camp des Nations Unies, un commandant de l'ex-rébellion leur expliqua :

*We are connected in our hearts. Until there is a complete social and economic reconstruction of Nepal, and a complete restructuring of Nepal, I hope you will continue to help in the revolution from the outside.*³¹

Pressés par de multiples exigences liées à l'exercice de fonctions exécutives et législatives, les maoïstes népalais ne semblent pas avoir le luxe de la réflexion et des sessions de stratégie à long terme autour du concept de souveraineté populaire à l'instar de ces gauches sud-américaines qui gouvernent. Les discours politiques d'au moins trois présidents sud-américains en exercice, Lula da Silva, Evo Morales, et Hugo Chávez, qui par ailleurs ; tous les trios, font sans nul doute figure de leaders incontournables pour situer l'ampleur du sentiment " anticapitaliste ", semblent capter ce qui manque le plus aux ex rebelles népalais aux commandes qui doivent maintenant apprendre sur le vif à penser le *potentiel opérationnel des promesses de leur révolution*. Les tenants du « réveil des gauches sud-américaines »³² sont, individuellement et collectivement, les représentants officieux du réveil de la « *Nueva Izquierda* » et ont été liés, en retour, à un concept mal défini de néo-populisme. Je n'entre pas dans ce débat ici. J'attire plutôt l'attention sur le fait qu'ils représentent une trajectoire de rupture, un tournant, dans les destinées politiques, respectivement, du Brésil, de la Bolivie, et du Venezuela. Dans chaque nation, des programmes concrets sont mis en œuvre pour réaliser leurs desseins, avec comme sous texte, des aspirations régionalistes, « bolivariennes ». Ainsi, les constructions discursives de

ces programmes politiques ; leurs fondements idéologiques retiennent l'attention. La notion même de souveraineté n'est pas un axe central des recherches actuelles en sciences politiques ; encore moins, l'analyse des effets sociaux du discours qui s'inscrit comme action dans l'existence politique nationale et internationale. Il serait utile, par exemple, de considérer l'utilisation récurrente du mot « souveraineté » *dans le langage politique* – avec une attention particulière pour ses présupposés théoriques, idéologiques. On note, en Amérique Latine par exemple, un retour et des emprunts, dans des contextes si différents, avec quatre cent ans d'écart, sur les premiers débats sur le concept de souveraineté hérités de l'Espagne du seizième siècle ; la réinsertion du concept de *pouvoir constitutif*, jusqu'ici associé à la construction de l'état-nation, revu, corrigé pour être lié maintiennent à la refondation totale de l'ordre constitutionnel.

A l'analyse, Lula da Silva, Evo Morales, et Hugo Chávez parlent du pouvoir constitutif de façon variée, comme synonyme de " la multitude ", " le Peuple ", " la Communauté ", " la Nation ", mais ils semblent s'accorder sur au moins deux axes :

1. le pouvoir constitutif est *exprimé* par l'assemblée constitutionnelle ; il est d'essence législative
2. le pouvoir constitutif est incarné par le peuple *lui-même* et *transcende toutes les lois* ;

Ce qui emmène à poser toujours plus de questions : au-delà des particularismes idéologiques, ethniques et culturels, où/qui est exactement « le peuple » pour celui qui se donne pour mission d'exprimer la volonté du peuple ? Quelles institutions sont chargées de gérer le pacte social ? Qui détient le droit de décider de l'exigence de réversibilité des grandes décisions du passé ? Comment verbalise-t-on le concept et la *réalité*, du pouvoir constitutif ? Amílcar Lopes Cabral est l'unique pôle de notre intercontinentale à avoir formulé dans le champ politique des réponses confiantes à ces questions.

Conclusion

En 1806, Hegel eut la conviction d'être témoin de la fin de l'histoire. Selon ses analyses, la Révolution française (de concert avec la Révolution américaine selon Fukuyama) avait aboli l'éternel conflit entre le maître et l'esclave. L'esclave ontologique avait conquis sa liberté et son désir de reconnaissance, son humanité. Le triomphe théorique et pratique des principes de souveraineté populaire et l'acceptation par l'état des droits des opprimés constituaient aux yeux d'Hegel le summum de la courbe d'évolution de l'histoire universelle. Mis à part sa superficialité euro-centrique, la théorie hégélienne fut mis à mal par tous les grands mouvements de l'histoire globale dans et hors des sphères politiques occidentales pendant toutes la durée du vingtième siècle.

Près de deux cent ans plus tard, les progrès soutenus du modèle la démocratie libérale, l'expansion tous azimuts de l'économie de marché, les avancées remarquables des canaux de reconnaissance des droits des citoyens, et la popularité des principes de l'état de droit ont fait conclure à Fukuyama que cette fois, l'histoire universelle avait *vraiment* atteint une évolution paroxystique irréversible. Pourtant, la désintégration de l'URSS et de ses satellites d'Europe orientale qui sert à Fukuyama de base empirique justificatrice doit au contraire être perçue comme le début d'une ère de séquestration du monde sur les plans politique et économique plutôt qu'une évolution qualitative ; une reféodalisation orchestrée par les puissances capitalistes du secteur privé imposant leur volonté jusque dans les chambres exécutives et législatives des démocraties occidentales. On peut parler d'une véritable mise en œuvre systémique de la " théorie impériale " contradictoire développée aux USA au début de la Guerre Froide (Ziegler 2005 :74). D'un autre côté, les écrits de penseurs contemporains comme Samir Amin, Noam Chomsky, et Howard Zinn qui dénoncent invariablement le capitalisme politico-militaire américain et européen sont bien connus.

La fin de l'histoire est une grande illusion. *La fin de la fin de l'histoire* est une grande idée ; d'autant plus grande quand on la situe dans le cadre des études sur le sens et la portée des nationalismes d'extrême-gauche car l'historiographie du nationalisme, comme l'a remarqué

Lloyd Kramer, offre une preuve saisissante que l'histoire des idées n'atteint jamais des points de clôture.³³ Comme je l'ai noté dans l'introduction, le problème des sciences historiques, de leur rapport avec la politique et les crispations identitaires, est le problème de la conscience. Niall Ferguson identifie trois grandes chapelles de pensée distinctes pour cerner la nature et le sens évolutif de ces crispations identitaires : l'école religieuse (théocentrée), l'école utopique (ou téléologique qui admet que les historiens sont les seuls vrais créateurs du réel rationnel), et l'école matérialiste qui soumet l'histoire à des méthodes comparables à celles qui gouvernent les travaux des chercheurs dans les sciences naturelles.

L'éclosion de nouvelles formes de souverainetés intra-étatiques, la montée des idéologies régionalistes et leur impact dans le champ des sciences sociales, et la continuité historique de l'intercontinentale de la fin de la fin de l'Histoire se résument comme suit : Cabral (de 1950 à 1973) ; Naxal (de 1967 au présent) ; Népal (de 1990 au présent) ; zapatisme, bolivariens, et réveil des gauches sud-américaines (de 1990 au présent). Le capitalisme à l'occidentale, la méritocratie, l'individualisme, la théorie de la main invisible autocorrective du marché, l'innovation technologique, le culte de l'excellence par la compétitivité, l'intégrité des biens et des personnes par le respect des lois, l'équité, et la défense des droits culturels et religieux constituent un inventaire convaincant des avancées du libéralisme dans le monde depuis la révolution industrielle du dix-neuvième siècle. Pourtant, le système capitaliste, par essence, congratule et rémunère les spéculateurs bien plus que les ingénieurs et les industriels. Les appétits insatiables des spéculateurs – [“ *They don't seem to know the meaning of enough* ” entend-on dire des affaires de Wall Street à New York et de la City à Londres]- introduisent, partout, des systèmes d'inégalités porteurs de révoltes futures. Aux États-Unis, 30 millions d'individus sont touchés par le chômage en 2009. Pourtant, les spéculateurs ont tiré leur épingle du jeu en assurant la hausse des taux de la bourse ; et les media occidentaux sont fiers de parler de “ relance ” au début de l'année 2010, même si, apparemment, une des conséquences profondes de la crise financière de 2008 sera le repositionnement, partout, de l'Etat dans le contrôle des grands leviers économiques, et un frein certain à la dérégulation. Cependant, dans des pays pauvres et/ou émergents comme le Brésil, l'Inde, le Mexique, et le Népal, depuis la fin de la Guerre Froide, les réflexes anticapitalistes et antilibéraux se reconnaissent souvent par leur caractère méta-national, un phénomène qui peut être qualifié de : « régionalisation du nationalisme »³⁴ Les prescriptions identitaires, culturelles et politiques de l'intercontinentale de la fin de la fin de l'histoire ; tout autant que leurs codes de transmission fonctionnent comme des valeurs transmises de génération en génération et deviennent progressivement, parties intégrantes du patrimoine communautaire, national, universel. Dans l'amplification à venir de cet article, je m'intéresserai aux aspects magico-religieux de ces transmissions qui, comme les *hadiths* en Islam, complétant le Saint Coran, secrètent et installent des traditions qui sont comprises et suivies ; obéies, gagnant chronologie, affluence et légitimité aux yeux des militants. D'ailleurs, tout en reconnaissant le caractère fondamentalement politique, intellectuel, de l'humanisme antilibéral de l'intercontinentale de la fin de la fin de l'histoire, je partage les projections du rapport récent (novembre 2008) du National Intelligence Council à Washington D.C. selon lesquelles les résidus des conflits idéologiques issus de la guerre Froide vont s'estomper, dans un environnement où les états, essentiellement préoccupés par leurs efforts pour domestiquer les effets de la globalisation, vont céder le terrain idéologique à l'“ Islamisme militant ”, surtout dans les nations arabes, où la foi musulmane influence habituellement plus les normes sociales et politiques :

*Increasing religious observance and the failures of Arab nationalism will leave Islamic political and social movements best positioned to assert ideological influence over governments and publics in much of the Muslim world over the next 15-20 years.*³⁵

La religion et le sous-nationalisme à caractère ethnique, plus que le radicalisme des mouvements d'extrême-gauche deviennent les grands concurrents de l'idéologie ultralibérale universaliste. La question principale que les analystes posent à l'intercontinentale de la fin de la fin de l'histoire est la suivante : a-t-elle, comme la " société ouverte " du capitalisme, les attributs pour perdurer pendant le 21^e siècle, sans un mythe monolithique qui la soutiendrait et sans une autorité infaillible qui la renforcerait ? L'intercontinentale suppose-t-elle que gouverner, c'est exercer la guerre de la vérité contre l'erreur ? Quelle(s) vérité(s) ?

Notes

- ¹ *Novus Ordo Seclorum* : formule attribuée à l'homme d'Etat américain (père fondateur) Charles Tompson qui la proposa sur le design du grand sceau national accepté par le Congrès le 20 juin 1782. Elle signifie « Nouvel Ordre pour les Siècles ». Les ingrédients du mirage d'autorité disparaissent dans la lettre officielle d'adieu qu'il adressa aux Forces Armées Américaines le 8 juin 1783. George Washington y déclare : « The foundation of our Empire was not laid in the gloomy age of Ignorance and Superstition, but at an Epoch when the rights of mankind were better understood and more clearly defined, than at any former period ». Arnold Toynbee, membre nostalgique du parti conservateur (Tory) au Royaume Uni, est témoin/analyste de ces événements ; Napoléon Bonaparte en est un protagoniste : « C'est à l'idéologie, à cette ténébreuse métaphysique, qui, en cherchant avec subtilité les causes premières, veut sur ces bases fonder la législation des peuples, au lieu d'approprier les lois à la connaissance du cœur humain et aux leçons de l'histoire, qu'il faut attribuer tous les malheurs de notre belle France. » Cité par Bart, H. (1945) *Warheit un Ideologie* : Zurich, p. 30. Voir aussi Taine, H. (1898). *Origines de la France contemporaine*. Paris. Vol. 2. pp. 219-220. En d'autres circonstances Napoléon fut plus lapidaire pour dire son dégoût des idéologues : « Les canons ont tué le féodalisme. L'encre tuera la société moderne » [Napoléon Bonaparte (1913). *Pensées*. Paris. p. 43.]
- ² En dehors des grands changements périodiques, les centres de l'industrie moderne – ateliers, chaînes de productions, usines, extractions, manutentions, services- ne cessent jamais d'attirer et de rejeter les travailleurs. En général, l'industrie attire plus qu'elle ne se sépare de la masse laborieuse ; de sorte que le nombre des ouvriers exploités va toujours croissant, bien qu'il baisse proportionnellement, par rapport à l'ensemble de la production. Quand le régime capitaliste s'est emparé de l'agriculture par exemple, la demande de travail y a chuté de façon nette à mesure que le capital s'y accumule. Une partie importante des masses rurales se trouvent donc, en permanence, en proie à l'attraction des ghettos urbains où elles espèrent se convertir en main d'œuvre manufacturière dans des circonstances rarement favorables. Ce phénomène est devenu banal dans le monde entier.
- ³ Leader Maoïste Baburam Bhattarai, entretien avec le Mouvement de Résistance Populaire Mondial basé en Grande-Bretagne, le 26 octobre 2009.
- ⁴ Dans un discours prononcé en janvier 1966 à la Havane dans le cadre de la ' Première Conférence Tricontinentale des Peuples d'Asie, d'Afrique et de l'Amérique Latine Cabral affirme : « Nos cœurs sont émus par une certitude inamovible qui renforce notre courage dans cette lutte difficile mais glorieuse contre l'ennemi commun : aucune puissance au monde ne pourrait venir à bout de cette Révolution Cubaine qui crée dans les campagnes et dans les villes une vie nouvelle, mais aussi, et c'est plus important, un Nouvel Homme, pleinement conscient des ses droits et devoirs nationaux, continentaux et internationaux. [...] Nous savons que le développement d'un phénomène en mouvement, quelles que soient ses manifestations externes, dépend essentiellement de ses caractères internes. »
- ⁵ Fukuyama, F. (1990). *The End of History and the Last Man*. New York : Free Press.
- ⁶ Lichtheim, G. (1967). *The Concept of Ideology and Other Essays*. New York : Vintage Books, p. 45.
- ⁷ Chiang Kai-chek (31 Octobre 1887 – 5 Avril 1975) est un leader politique et militaire de la Chine au siècle dernier. Il était un membre influent du Kouou-Min-Tang (KMT), allié de Sun Yat-sen. Quand Sun Yat-sen meurt en 1925, il le remplace à la tête du Kouou-Min-Tang. Il conduisit les expéditions dans le nord pour unifier le pays et le diriger. Il était le leader de la Chine pendant la seconde guerre sino-japonaise (1937-1945). Les nationalistes chinois conduits par Chiang Kai-chek conduisaient une guerre civile larvée avec les militants du Parti Communiste Chinois (PCC). Après la reddition du Japon en 1945, il chercha à liquider le PCC. Cependant, le PCC, maintenant soutenu et armé par l'URSS, eut raison du pouvoir de Chiang Kai-chek qui s'exila à Taiwan avec son gouvernement ; régnant sur l'île d'une main de fer jusqu'à sa mort, avec les titres de « Président de la République de Chine » et « Directeur Général du Kouou-Min-Tang ».
- ⁸ Dans la période 1945 - 1948, le montant cumulé de l'aide militaire et économique américaines au gouvernement de Chiang Kai-chek s'élève à quelques 2 milliards de dollars.
- ⁹ Les pays suivants ont fortement marié leur destin (sources de dividendes pétroliers) aux compagnies signalées : Angola (ELF-Aquitaine), Ghana (Exxon), Guinée Équatoriale (Chevron), Iraq (British Petroleum, Shell), Nigeria (Shell), Gabon (ELF-Total), Congo Brazzaville (ELF-Total). A contrario, le 8 mai 2009, le président Vénézuélien a conclu la nationalisation des compagnies pétrolières privées au bénéfice exclusif de *Petróleos de Venezuela* (PDVSA). L'Assemblée nationale du Venezuela a approuvé la loi permettant au gouvernement d'« exproprier intégralement ou en partie les entreprises privées fournissant des services et contribuant à la stabilité de la production de pétrole ». La loi a été signée le jour même par Chavez, qui a indiqué que cette décision faisait partie du programme d'« édification du socialisme ». Le président a ordonné de procéder sans délai à la nationalisation, en ignorant les *vitupérations* de la bourgeoisie pro-capitaliste. L'expropriation des actifs des compagnies pétrolières privées devrait permettre au PDVSA d'économiser jusqu'à US \$ 700 millions. Selon le ministre vénézuélien de l'Énergie

et du Pétrole Rafael Ramirez, président du PDVSA, la réorganisation de l'entreprise permettra de créer 8000 emplois.

- ¹⁰ Khudori, D., Ed. (2005). *Rethinking Solidarity in Global Society. The Challenge of Globalisation for Social and Solidarity Movements*. Bandung Spirit Book Series. (ISBN : 983-378213-2).
- ¹¹ Voir le plaidoyer de Ziegler, J. (2007). *L'Empire de la honte*. Paris : Fayard.
- ¹² L'indice de Gini (du statisticien italien Corrado Gini qui en développa l'application en 1912 dans une étude intitulée « Variabilité et Mutabilité ») mesure les écarts dans la distribution des revenus. On estime que l'index Gini pour l'ensemble des pays de la planète se situe entre 56 et 66. La plupart des pays riches européens affichent des indices Gini entre 24 et 36, alors que les USA et le Mexique se situent à plus de 40, montrant que les inégalités y sont plus aigues. Les mesures de l'index Gini permettent d'isoler les variations philosophiques et politiques entre pays, telles qu'elles affectent la sécurité sociale et les salaires. Pour le cas spécifique de la Chine on note les chiffres (ONU) suivants : 2004=46,9, 2008=60.
- ¹³ Fukuyama F. 1992. *The End of History and the Last Man*. New York : Free Press. p. 344.
- ¹⁴ Les principes des accords de Bandung: La condamnation du colonialisme et l'encouragement à l'émancipation du monde ; Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (principe des 14 points de Wilson en 1918) ; Égale souveraineté de toutes les nations ; Respect des Droits de l'Homme et de la Charte de l'ONU ; Non-ingérence dans les affaires intérieures des états, notamment de la part des grandes puissances (anciennes métropoles coloniales, et Les Deux Grands : USA et URSS) ; Désarmement, interdiction des armes nucléaires ; Règlement pacifique des différends et Coexistence Pacifique des nations ; Solidarité afro-asiatique de l'ensemble des nations : soutien et coopération politique, économique, culturelle...
- ¹⁵ Voir Setiawan, H. (2007). « Learning From History : *The Bandung Spirit* » in (Khudori : 2007). Op. cit. p. 27.
- ¹⁶ FAO. *Rapport sur l'insécurité alimentaire*. Octobre 2009.
- ¹⁷ Ziegler, J. (2007). *L'Empire de la honte*. Op. Cit.
- ¹⁸ Voir Lauseig, J (décembre 1999). « Quand la Malaisie joue la carte Sud-Sud en Afrique subsaharienne ». In *Politique Africaine*. No 76. pp. 63-75.
- ¹⁹ Voir Aloysius, G. (2008). *Nationalism Without a Nation in India*. New Delhi : Oxford University Press.
- ²⁰ Voir par exemple, Bialer, S. Ed. (1977). *Radicalism in the Contemporary Age Vol. 2. Radical Visions for the Future*. Boulder, CL : Westview Press.
- ²¹ Meisner, M. (1977). « Utopian and Dystopian Elements in the Maoist Vision of the Future » in *Radicalism in the Contemporary Age Vol. 2. Radical Visions for the Future*. Op. cit. pp. 111.
- ²² Cette déclaration date de 1971 dans un tract intitulé « Combat Left Adventurism ». Un cadre du CPI (M-L), Sushital Ray Chowdhury se fit ainsi le porte-parole d'une tendance, à l'intérieur du parti qui émettait de sérieux doutes quant à la spontanéité irréfléchie des méthodes d'action. Cite par Banerjee, S. (1984). *India's Simmering Revolution : The Naxalite Uprising*. London : Zed Books. p. 199.
- ²³ Zakaria, F. (2008). *The Post-American World*. New York : W.W. Norton & Co. p. 141.
- ²⁴ Zakaria, F. (2008). Op. Cit. p. 139.
- ²⁵ Chabal, P. (1983). *Amilcar Cabral: Revolutionary Leadership and People's War*. Cambridge University Press. p. 213.
- ²⁶ Traduit de l'anglais par l'auteur. Cabral, A. (1972). *Identity and dignity in the context of the national liberation Struggle in Return to the Source*. New York : Monthly Review Press. pp. 62-3. Extrait d'une allocution lue par Cabral le 15 octobre 1972 à Lincoln University (Pennsylvanie, USA) à l'occasion de la réception du titre de Docteur Honoris Causa. Cité par Patrick Chabal. Op. Cit. p. 46.
Pour une plongée investigatrice dans l'univers sociologique du maquis du PAIGC, voir :
- Chaliand, G. (1969). *Guinée-portugaise et Cap Vert en lutte pour leur indépendance* Paris : Maspéro.
- Davidson, B. (1969). *The Liberation of Guinea: Aspects of an African Revolution*. Harmondsworth : Penguin.
- Davidson, B. (1981). *No Fist is Big enough to Hide the Sky: The Liberation of Guinea Bissau and Cape Verde*. London: Zed Press.
- ²⁷ Chabal, P. (1983). Op. cit. pp. 115-6.
- ²⁸ Hilbert, S. (1997). « For Whom the Nation ? Internationalization, Zapatismo, and the Struggle over Mexican Modernity » in *Antipode* 29:2. p. 118.
- ²⁹ Source : Conseil Général de l'EZLN. *Declaracion de la Selva Lacandona* (1993). www.ezln.org. 1^{er} janvier 1994. La traduction et la typographie de « Magna Carta » sont de l'auteur du présent article.
- ³⁰ Vanaik A. (feb. 2008). « The New Himalaya Republic ». *New Left Review* [#49 pp. 46-72]. pp. 49-50.
- ³¹ Yardley, J. (Feb. 3, 2010). *Nepal Waits as Two Armies, Former Foes, Become One*. In *The New York Times*. Article consulté le 11 février 2010. <http://www.nytimes.com/2010/02/04/world/asia/04nepal.html>
- ³² Voir sur le sujet : Saint-Upéry, M. (2007). *Le Rêve de Bolivar : Le réveil des gauches sud-américaines*. Paris : La Découverte.
- ³³ Kramer, L. (1997). « Historical Narratives and the Meaning of Nationalism ». *Journal of the History of Ideas*.
- ³⁴ Geertz, C. (1973). *The Interpretation of Cultures*. New York : Basic Books. p. 302.
- ³⁵ National Intelligence Council (Nov. 2008). *Global Trends : A Transformed World*. [ISBN: 978-0-16-081834-9] ; p. 73.